LA LIBERTÉ
Depuis 1913

VOL. 104 N° 28
25 AU 31 OCTOBRE 2017
MANITOBA • 2,20 $ + TAXES

POUR UNE JUSTICE PLUS JUSTE

photo : Barbara Gorrand

LES JUGES DOIVENT PRENDRE CONSCIENCE DES RÉALITÉS AUTOCHTONES

Le 31 octobre prochain, une délégation de juges de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba se rendra à Norway House pour y rencontrer une vingtaine de chefs des Premières Nations. L'objectif, comme l'explique le chef par intérim et conseiller de bande Gilbert Fredette, qui décrit cette journée comme une première au Canada, sera de « faire face aux erreurs d'une structure légale basée sur des principes européens qui n'ont jamais considéré la culture autochtone. » | **Page 5.**



Tadens Mpwene et *La Liberté* vous offrent en exclusivité la bande dessinée ***Nelson au Manitoba***. Une collaboration née de l'envie d'ouvrir un dialogue sur l'intégration des nouveaux arrivants.

Le dessinateur-coloriste est né en République démocratique du Congo et est arrivé au Manitoba il y a plus de deux ans pour étudier à l'Université de Saint-Boniface en Administration des affaires.

NELSON AU MANITOBA

BELGIAN CLUB

So, vas-tu nous parler de ton chum secret ?

Chut, arrête !

Euh, t'as un chum ??

Non, c'est pas officiel. Mais c'est awesome...

En plus il est franco!

37

Un Franco-Manitobain célibataire ? Oh la chance !!

C'est vraiment important ça ?

Oh oui, tu t'rends pas compte !

Entre franco, on s'comprend. C'est pour ça qu'avec André, c'est spécial...

What?! Pas André Blondin ?

Euh, c'est le cousin de Josée. T'sais c'que ça veut dire ?

No! C'est mon cousin?! S**t !!

DESSINS : TADENS MPWENE
SUR UNE IDÉE ORIGINALE DE LA LIBERTÉ

À retrouver chaque semaine en page 2 du journal.

LA LIBERTÉ

Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204- 237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi









Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de Derksen Printers à Steinbach.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
ISSN 0845-0455

LA LIBERTÉ JOURNAL | LA LIBERTÉ COMMUNICATION

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN | la-liberte@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe et coordonnatrice de La Liberté communication :
Lysiane ROMAIN | promotions@la-liberte.mb.ca
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL | bbocquel@mymts.net
Journalistes :
Daniel BAHUAUD | redaction@la-liberte.mb.ca
Barbara GORRAND | presse3@la-liberte.mb.ca
Valentin CUEFF | presse2@la-liberte.mb.ca
Gavin BOUTROY | presse8@la-liberte.mb.ca
Chef de la production : **Véronique TOGNERI** | production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction : **Roxanne BOUCHARD** | administration@la-liberte.mb.ca
Adjointe administrative : **Marta GUERRERO** | reception@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)**
Publi-reporters :
Léo GAUTRET | presse1@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE | presse5@la-liberte.mb.ca
Elisabeth VETTER | presse7@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA | presse4@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos) | presse6@la-liberte.mb.ca

LA LIBERTÉ COMMUNICATION est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez reception@la-liberte.mb.c.a ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : **Manitoba :** 64,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. »









Sommes-nous vraiment gouvernés par des champions de la classe moyenne?

Depuis deux ans, le Premier ministre Justin Trudeau répète comme une incantation son appui à « la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour en faire partie ». Rien de surprenant donc que son ministre des Finances, Bill Morneau, propose des réformes fiscales pour empêcher que des sociétés privées soient créées dans le seul but d'économiser de l'impôt.

Ainsi les riches payeraient davantage et le régime fiscal deviendrait plus équitable.

Depuis l'annonce des réformes, il est devenu évident que, sans être fortunés, des propriétaires de petites entreprises payeraient plus d'impôts. Pour calmer leur opposition farouche, le ministre a annoncé une réduction des impôts sur les petites entreprises.

C'est alors que le Premier ministre a humilié M. Morneau en répondant lui-même aux questions que les journalistes adressaient à son ministre. Puis il a été révélé que M. Morneau possède une société propriétaire d'une villa en France, créée pour réduire ses impôts. Mieux encore : le ministre possède des actions dans la compagnie publique fondée par son père. Elles valent des dizaines de millions de dollars et il ne les a pas confiées à une fiducie sans droit de regard.

Un ministre des Finances ne peut pas être contesté à ce point sans que soient mises en doute la crédibilité et la capacité de gestion du gouvernement.

C'est pourquoi la saga de M. Morneau constitue la crise politique la plus grave depuis l'élection de 2015. Les déboires des dernières semaines renforcent l'impression que ce gouvernement, dirigé par deux héritiers de fortunes familiales, est fondamentalement débranché de la classe moyenne dont il aime tant parler.



La tragédie de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA)

ROGER TURENNE

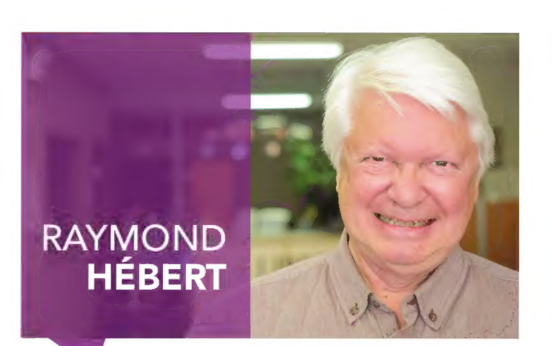
Les chiffres sont accablants : 1 186 femmes autochtones disparues et assassinées sur une période de 30 ans. Depuis des années, les groupes autochtones réclament une enquête nationale. La Commission de vérité et réconciliation (CVR) a appuyé cette demande.

Dans l'opposition, Justin Trudeau s'est engagé à y donner suite. Promesse tenue, l'Enquête a été lancée l'an dernier. Mais elle fait aussitôt face à des problèmes structurels, à de nombreuses démissions, et provoque de graves divisions.

Son mandat lui demande d'examiner l'ensemble des causes contribuant à la violence faite aux femmes et aux filles autochtones. Grâce en partie à l'excellent travail de la CVR, ces causes sont déjà largement connues. L'ENFFADA a le mandat de formuler des recommandations pour mettre fin au taux inadmissible de violence – un objectif qui veut tout dire et ne rien dire à la fois. Chose certaine cependant : les proches des victimes peuvent se faire entendre.

Mais ce ne sont pas des sessions de thérapie que cherchent les intéressés. Ils veulent des suites concrètes. Or leurs attentes sont démesurées. En effet, les groupes autochtones n'espèrent rien de moins qu'une condamnation globale de tous les services policiers du pays, ce que l'Enquête ne pourra faire.

L'ENFFADA ne nous apprendra rien que nous ne connaissons pas déjà. La mettre sur pied a été une erreur. Il est trop tard pour faire marche arrière, puisque le sentiment de trahison serait trop grand. À moins que les commissaires ne fassent preuve de la sagesse de Salomon, l'Enquête continuera d'être une source de division plutôt que de réconciliation.



On tente de s'échapper... mais la politique ne nous lâche pas!

Roberval, Québec, le 19 octobre, 9 h 30. Tout bonnement je déjeune à La Bonne Cuisine, un des restaurants réputés de Roberval. Vers midi, en passant devant le même resto, j'aperçois une demi-douzaine de limousines noires… Il doit se passer quelque chose d'important et ce ne sont pas des funérailles!

J'apprends que Justin Trudeau lui-même est de passage au même resto. Ils sont donc venus de loin, les Trudeau, pour bien manger! À peine trois heures plus tard, durant mon bref séjour au Lac Saint-Jean, question de prendre un répit de la francophonie manitobaine et faire un peu de recherche, le même scénario se reproduit : cette fois le cortège Trudeau bloque une partie de la rue principale. C'est sérieux son affaire!

Eh oui, la campagne pour l'élection partielle dans Lac-Saint-Jean bat son plein. Et vous qui lisez ces lignes avez un avantage sur moi : vous aurez eu le résultat de l'élection lundi soir, le 23 octobre.

On s'entend, du moins à Roberval, pour dire que la lutte aura été chaude entre les conservateurs et les libéraux, le NPD s'étant effondré depuis le départ du « bon Jack » et le Bloc québécois n'étant pas un facteur, malgré l'appui de syndicalistes d'Alma. Le cheval de bataille du candidat conservateur est son opposition farouche à la légalisation de la marijuana. Mais l'argument qui l'emportera, selon mes sources robervalloises (généralement fiables), c'est une représentation assurée de la population au sein du gouvernement pour les deux prochaines années. Ainsi c'est le candidat Hébert (Richard) qui l'aura emporté, croyez-moi!

ÉDITORIAL

PAR BERNARD BOCQUEL
bbocquel@mymts.net

Le vrai défi du nouveau CA de la SFM

Sans hésiter, les membres du Comité de refonte de la SFM avaient souligné lors du dépôt de leur rapport en mars 2017 que le modèle de gouvernance qu'ils apportaient constituait l'élément central de leurs propositions. (1)

Leur modèle de gouvernance, entré en vigueur à l'AGA du 12 octobre, fait du CA de la SFM une sorte de conseil central des principaux intérêts qui composent la francophonie manitobaine. Des 22 membres (ultimement) du CA, juste quatre, dont la présidence et la vice-présidence, sont élus à l'AGA même. En ce qui concerne les autres, le Comité de refonte s'est assuré de faire une place au CA de la SFM à une gamme de différents groupes d'intérêt organisés, comme les femmes, les jeunes, les aînés, les Métis, les immigrants, les francophiles. Sans oublier les domaines d'activités constitués, comme l'éducation, la culture, le patrimoine, le rural, l'économie, la santé, le sport, le droit.

Ce nouveau modèle de gouvernance prend acte de la diversité du monde francophone au Manitoba. Cette prise de conscience, de ce qui constitue à la fois un défi et une chance énorme, s'est cristallisée au cours de 2015 et 2016 lors des États généraux de la francophonie manitobaine et de la suite estimée logique, un « Plan stratégique de la francophonie manitobaine ».

Après examen de la synthèse des États généraux rédigée par des chercheurs de l'Université de Saint-Boniface, les consultants d'Ottawa embauchés pour mettre sur papier un « Plan stratégique » pouvaient sans contestation possible faire remarquer ceci au sujet de la « nouvelle francophonie » :

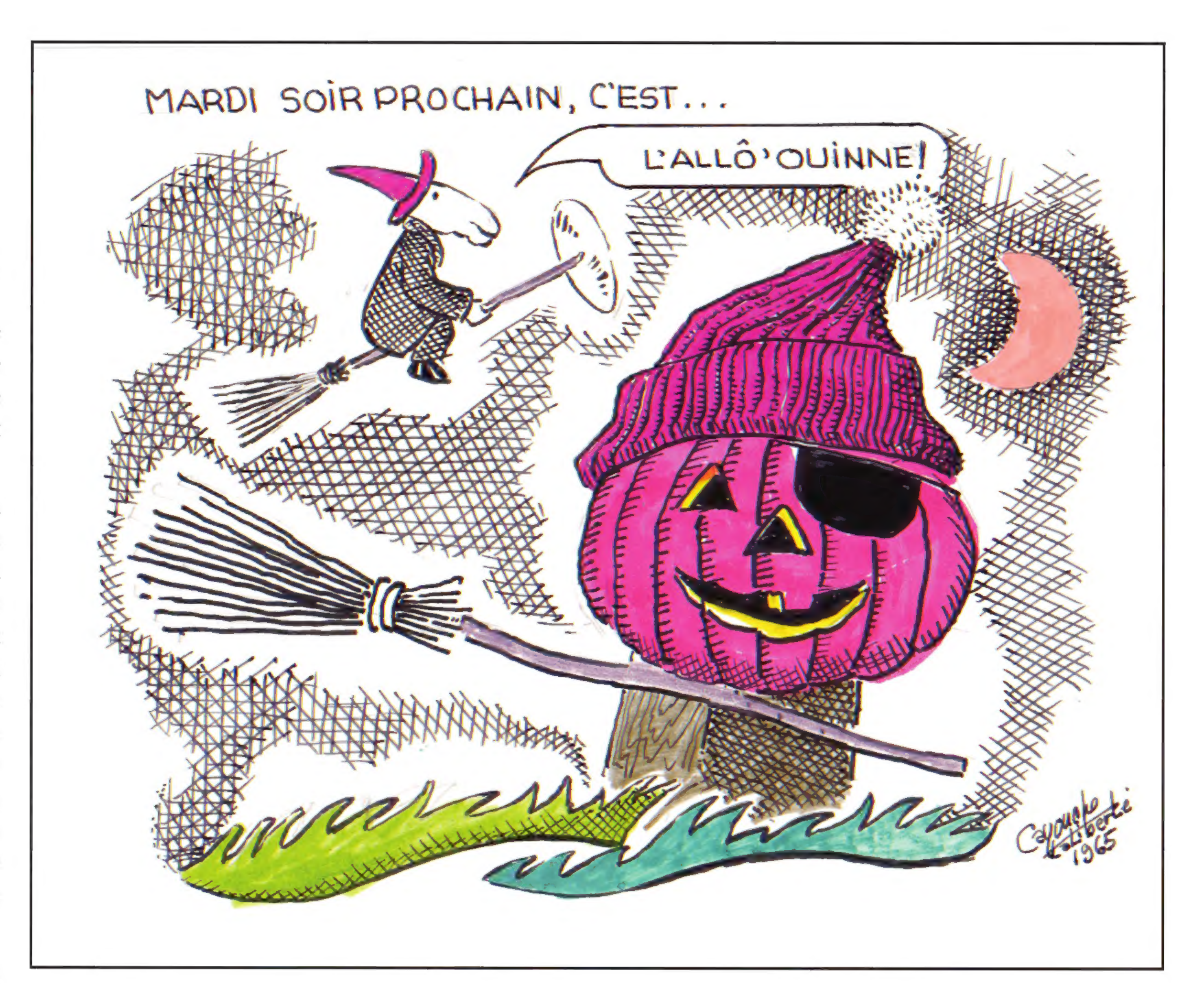
« Toutefois, cette diversité pose certains défis en termes de cohésion et d'inclusion. Il est nécessaire pour la francophonie manitobaine non seulement d'éviter les divisions, mais de puiser une énergie nouvelle dans cette diversité pour élargir l'espace francophone et son influence, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Manitoba. [...] La francophonie manitobaine croîtra en force et en stature en créant des zones de convergence et de dialogue qui permettent aux membres de contribuer et de consolider leurs liens [...]. »

Le Comité de refonte de la SFM s'est bien entendu appuyé sur le « Plan stratégique » adopté en octobre 2016 pour proposer une structure de gouvernance jugée apte à relever les enjeux contemporains de la francophonie manitobaine. Pour rester dans la logique défendue par les consultants, le CA amplifié de la SFM se présente comme « une zone de convergence et de dialogue ».

Il n'existe *a priori* aucune raison de douter que les membres du nouveau CA de la SFM ne réussissent pas à travailler ensemble. Surtout qu'ils ont certainement à l'esprit la grave situation que les consultants d'Ottawa ont ainsi formulée : « Les organisations et institutions de la francophonie manitobaine doivent faire un examen de conscience et apporter les changements nécessaires pour regagner leur crédibilité auprès des citoyens qu'ils disent représenter. [...] Les francophones qui se sont exprimés lors des États généraux souhaitent que les organisations trouvent des moyens novateurs de collaboration [...]. »

Le problème n'est donc pas que les 22 membres du CA de la SFM n'arrivent pas à trouver un front uni lorsqu'il s'agira de défendre les multiples intérêts des groupes organisés au sein de la francophonie manitobaine. Le vrai problème va être de rejoindre les personnes qui ne sont pas membres de la francophonie organisée. Justement ces gens dont les organisations ont cruellement besoin pour lutter contre l'inertie et le désengagement tant dénoncé durant les États généraux.

(1) Pour mémoire, ils étaient cinq : Raymond Lafond (président), Mona Audet, Diane Leclercq, Raymond Hébert et Ben Maréga.



À VOUS LA PAROLE

Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

La rédaction de *La Liberté*

Un vif merci

Madame la rédactrice,

Je viens de lire l'excellent éditorial de Bernard Bocquel (*La Liberté* du 18 au 24 octobre) sur la vie et l'œuvre de l'abbé Henri Perron, un ancien du Collège de Saint-Boniface. Il a bien su mettre en relief ses multiples contributions à l'Église et à la société d'ici. Un vif merci pour ce texte digne de sa grandeur.

Gabor Csepregi
Recteur
Université de Saint-Boniface
Le 18 octobre 2017

Vous entendez ça, Monseigneur?

Madame la rédactrice,

Je dois admettre que j'ai à peine connu ce « prêtre du fond canadien-français », le regretté Henri Perron. Après avoir lu l'éditorial de Bernard Bocquel « Dans un monde qui disparaît » (*La Liberté* Vol. 104 No 27, 18 au 24 octobre 2017), l'historien en moi a pleuré. Quelles opportunités manquées!

Pourquoi ne pas dédier du temps précieux à la rencontre de ces "bibliothèques vivantes" avant qu'elles ne disparaissent. Je me permets de régler cette situation en rendant visite à ces mines d'or qui sont toujours parmi nous.

D'ailleurs, est-ce que quelqu'un a le numéro de l'ami de tous, l'abbé Léonce Aubin???

Coïncidence voulue, mercredi soir dernier lors du Gala de Monseigneur LeGatt, je rencontrai mon ami Camille Légaré, CSV qui me passe une copie de la biographie du Père Aimé Onil Dépôt écrite par Camille lui-même. Dans l'introduction, on mentionne que la "politique" des Clercs de Saint-Viateur voudrait qu'au décès d'un Clerc, un confrère écrive sa biographie. Vous entendez ça, Monseigneur?

Sophie Gaulin, Bernard Bocquel et toute l'équipe de *La Liberté* : je vous avoue que les mercredis ne se succèdent pas assez vite pour que je puisse lire ma *Liberté*. BRAVO à vous et merci!

Réal Sabourin
Le 20 octobre 2017

ACTUALITÉS

Pour la première fois, une délégation de juges se déplacera dans une réserve

Les juges devront ouvrir les yeux

Ce mardi 31 octobre 2017, une délégation de juges de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba se déplacera à Norway House pour y rencontrer une vingtaine de chefs des Premières Nations du Nord. Objectif : essayer de gommer les dysfonctionnements d'un système judiciaire qui a trop longtemps ignoré les réalités autochtones.

Une rencontre que Gilbert Fredette, chef par intérim et conseiller de bande de la Nation crie de Norway House, veut voir comme le début d'un long processus de guérison.



Gilbert Fredette, chef par intérim et conseiller de bande de la Nation crie de Norway House, ouvrira les débats publics auxquels participeront les juges de la Cour du Banc de la Reine.

photo : Barbara Gorrand




presse3@la-liberte.mb.ca

Si l'on en croit la maxime, « la justice est aveugle ». Pourtant, il arrive parfois qu'elle décide de soulever un pan de son bandeau pour se confronter à la froide réalité. Et la réalité, dans ce Manitoba qui compte la plus forte proportion d'Autochtones incarcérés de tout le pays, c'est que les rouages du système judiciaire sont grippés.

C'est pourquoi la rencontre qui doit se dérouler ce mardi à Norway House fait figure de moment historique. Parce que pour la première fois au Canada, une délégation de juges de la Cour du Banc de la Reine, emmenée par son juge en chef Glenn Joyal, va se déplacer dans une communauté de Premières Nations pour y parler vérité, réconciliation, et justice.

À Norway House plus exactement, là-même où, en 1875, a été signé le Traité No. 5 qui a scellé l'avenir des peuples autochtones de cette partie de la Province. « Et depuis, nous, peuples des Premières Nations, sommes restés le dommage collatéral de la colonisation », résume Gilbert Fredette, le chef par intérim de la réserve.

« On a célébré cette année les 150 ans du Canada. Mais pour les peuples autochtones, il n'y a rien à fêter. C'est pourquoi cette journée est capitale : pour la première fois, deux facettes du Canada vont se rejoindre pour tenter de se comprendre. De faire face aux erreurs d'une structure légale basée sur des principes européens qui n'ont jamais considéré la culture autochtone. C'est un fossé abyssal qu'il faut absolument combler. »

Une évidence à laquelle se sont rendus les juges du Banc de la Reine du Manitoba, à l'origine de cette rencontre, comme tient à le souligner Gilbert Fredette :

« La cour a fait preuve d'humilité en reconnaissant qu'il fallait agir. Le jour où la juge Lore Mirwaldt, qui est une amie avec qui j'ai souvent parlé de cette situation, m'a appelé pour me dire qu'ils avaient du mal à organiser cette rencontre, j'ai pris la balle au bond et j'ai dit que je me chargeais de l'organiser, mais qu'elle devrait avoir lieu à Norway House. À Winnipeg, loin de cette réalité que l'on veut aborder, cela n'avait pas de sens. D'autant que pour certains de ces juges, ce sera la première fois qu'ils pénètreront dans une réserve. Ce qui m'a toujours semblé contradictoire : comment peut-on rendre des décisions de justice impliquant les populations autochtones sans avoir une idée de ce qu'est leur environnement culturel, leur vie quotidienne, les défis auxquels ils font face?

« C'est ce qui a abouti à la situation actuelle au Manitoba : plus de 70 % de la population carcérale dans la province est autochtone. Et ce taux est encore plus élevé lorsqu'il s'agit des femmes autochtones. Et puis, il y a le problème des Services à l'enfant et à la famille. À nouveau, le Manitoba se distingue avec le taux le plus élevé d'enfants placés du Canada. Chaque année, plus de 300 enfants sont enlevés dès la naissance à leur mère dans les communautés autochtones sur décision de justice. On ne peut pas continuer comme ça. »

À Norway House, les juges feront donc face aux attentes d'une vingtaine de chefs des Premières Nations du Manitoba Keewatinowi Okimakanak (MKO).

Gilbert Fredette poursuit : « En tant que Premières Nations, ce que nous attendons de cette journée historique, c'est de parvenir à une meilleure compréhension entre la Couronne et nos propres lois autochtones.

« Nous espérons faire du Manitoba le *Ground Zero* sur lequel seront bâties de nouvelles fondations entre la justice canadienne et les Premières Nations. Afin de donner toute leur place aux peuples autochtones dans la société canadienne, il est temps de regarder les causes du problème, plutôt que de se contenter de gérer les conséquences.

« La famille de cette personne a-t-elle été marquée par les écoles résidentielles?

« Par un placement abusif des Services à l'enfant et à la famille? Par la rafle des années 1960? Par la disparition d'une femme de sa famille? Lorsqu'on prend une décision de justice qui va avoir un tel impact sur la vie d'une personne, il faut regarder son passif.

« Un passif qui pèse déjà tellement sur les épaules de nos jeunes, qui n'ont déjà pas les mêmes chances que les autres. Quelque part, ce passif les condamne à l'échec, du berceau jusqu'à leur tombe. Pour les générations à venir, il est donc primordial que cette journée permette à chacun d'ouvrir les yeux. »

TRIBUNE LIBRE

Ne limitons pas notre éducation

Nous faisons face à un nouvel ordre mondial inquiétant. Nous savons que nos futurs parents dits millénaires connaîtront une situation économique difficile. Nous n'ignorons pas les résultats inférieurs des élèves francophones du Manitoba dans les tests de PISA. Devant ces réalités, une question centrale s'impose. Que faire pour bien préparer les élèves qui veulent réussir dans le monde du travail et de l'entreprise? Que faire pour qu'ils puissent profiter des avantages considérables de l'informatique et de l'automatisation, tout en étant protégés contre leurs répercussions négatives?

Il faudrait en premier lieu que la Francophonie manitobaine puisse contrôler tous les leviers de son éducation. Les meilleurs éducateurs devraient être intégrés à part entière dans le système professionnel, pour assurer un développement optimal des processus et des programmes éducatifs. Singapour a ouvert la voie. Quand ce pays obtint son indépendance en 1965, seulement 2 % de sa population adulte pouvait lire et écrire. Singapour s'est donné une politique éducative cohérente. Son système d'éducation repose sur un lien solide entre politique et mise en application. Les élèves de Singapour font très bien dans les tests de PISA.

Nos programmes éducatifs, adaptés aux particularités et aux objectifs du niveau scolaire, devraient être conçus pour développer une synergie entre d'une part les **Humanités et les Arts libéraux (histoire de l'art, peinture, sculpture, théâtre etc.)** et d'autre part **les sciences, technologie, ingénierie et mathématiques**. Ces dernières ne porteront pas sur des sujets professionnels et techniques conçus pour le développement de compétences spécifiques. Bien entendu, il n'est pas question de porter préjudice aux cours des arts dits mécaniques qu'il aura été jugé nécessaire de dispenser dans nos écoles. L'éducation scolaire reposera sur deux piliers: l'**Histoire, incluant la nôtre,** et un **Programme socioculturel et récréatif soucieux du développement physique et mental des élèves.**

Les fondateurs d'Apple (Steve Jobs), Amazon (Jeff Bezos) et Facebook (Mark Zuckerberg) affirment que leurs entreprises reposent en grande partie sur la technologie mariée aux humanités et aux arts libéraux. Zuckerberg a étudié les arts libéraux classiques au secondaire et a fait une majeure en psychologie au collégial. Bezos exige dans ses entreprises des notes de service de six pages écrites par les membres de son Conseil. Tous devront les avoir lues avant les réunions. Objectif : assurer que les employés aient une pensée narrative claire et bien structurée.

Roberta Bondar, la première canadienne astronaute ayant travaillé dans le laboratoire de la station spatiale, médecin et neurologue, bachelière en zoologie et en agriculture, spécialiste en pathologie expérimentale, partage l'avis de ces entrepreneurs à succès. Dans une entrevue lors du 25e anniversaire de son voyage dans l'espace (1), elle a affirmé que nous devons « préserver la curiosité que nous avons eue depuis notre enfance, sans quoi cela tombera très vite à plat. Pour obtenir cette expérience à trois dimensions et cette exaltation, il faut vraiment embrasser toutes les sphères de l'éducation. Si nous nous limitons seulement à la science et à la technologie, nous perdrons réellement l'aptitude de leur adjoindre la créativité. Je pense ici aux arts, à la diversité des langues, aux habiletés interpersonnelles, à tout ce dont nous avons besoin pour passer d'une culture à une autre et pour bien nous entendre. »

Nous n'aurions pas pu mieux le dire.

(1) Mansbridge One on One-CBC



RENÉ PICHÉ, DIT LE BIEN-DISANT

▶ Les exclusions en raison de l'origine géographique se multiplient

Don du sang : un sérieux casse-tête

Arrivée de France, où elle donnait son sang régulièrement, Françoise Génuit a découvert qu'elle faisait partie des « exclusions » géographiques établies par la Société canadienne du sang. Tout comme certains arrivants de Grande-Bretagne, d'Espagne, d'Allemagne, de Suisse… En cause? Des craintes liées à la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Explications.

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

« Donnez, c'est dans votre nature. » Tel est le slogan de la Société canadienne du sang. Qui tombe plutôt bien pour Françoise Génuit : c'est aussi sa devise.

« J'ai toujours donné mon sang lorsque j'étais en France. C'était naturel pour moi. D'autant que bien souvent, les collectes se déroulaient directement sur le lieu de travail pour faciliter les démarches », explique cette néo-citoyenne canadienne. « Forcément, j'ai voulu reprendre cette habitude ici, au Manitoba. »

Alors, il y a quelques jours, à la faveur d'une publicité pour la campagne de don, Françoise, arrivée au Manitoba en 2008, prend un rendez-vous sur Internet.

« Le jour dit, j'ai pris le temps sur mon heure de lunch et je me suis rendue sur place. J'ai passé une à une toutes les étapes d'enregistrement, rempli le questionnaire de santé, avant de rencontrer à nouveau une personne qui m'a fait confirmer ce que j'avais répondu. À un moment, elle s'est excusée, s'est absentée du bureau et est revenue, désolée, en me disant que je ne pouvais pas donner mon sang parce que j'avais vécu plus de trois mois consécutifs en France pendant une période critique, entre 1980 et 1996. J'en suis tombée de ma chaise! »

Pour Françoise Génuit, l'incompréhension est double. D'une part, l'expatriée pensait qu'après avoir rempli les exigences spécifiques de santé lors de sa demande de résidence permanente, puis de citoyenneté, le don du sang ne serait qu'une formalité. Et d'autre part, comment expliquer que les mêmes réserves ne soient pas appliquées en France?

Un simple principe de précaution, assure Susan Matsumoto, directrice des relations avec les donneurs de la région des Prairies, qui inclut l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, auprès de la Société canadienne du sang.

« Nous cherchons à protéger nos stocks de sang de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Car il n'existe aucun test validé au monde permettant de détecter sa présence dans le système sanguin. En plus, nous n'avons aucune idée de la période d'incubation de cette maladie. Et enfin, nous savons qu'elle est transmissible par le sang. Pour ces trois raisons, nous avons choisi d'opter pour la prudence. Notre politique s'applique aussi aux personnes qui ont résidé durant plus de trois mois consécutifs au Royaume-Uni durant la même période. »

Et à bien d'autres ressortissants européens, comme détaillé dans l'encadré.

Cette politique n'est pas sans poser problème à l'organisme, ajoute Susan Matsumoto : « On estime qu'un Canadien sur deux serait admissible au don du sang, mais seul un sur 60 fait ce choix. En réalité, seuls 4 % des donneurs potentiels font partie de notre base de données. Quand on sait que les études montrent qu'un Canadien sur deux aura un jour besoin d'une transfusion, soit directement soit pour un membre de sa famille… »

Des besoins criants qui, rapportés à la zone urbaine de Winnipeg, s'élèvent à 45 000 unités de sang chaque année. « Soit un peu moins de 500 millilitres par unité. Chacune contenant des globules, des plaquettes et du plasma. Donc avec une seule unité de sang, on peut sauver ou améliorer la vie de trois personnes ».

Susan Matsumoto concède volontiers à quel point les besoins sont cruciaux : les plaquettes par exemple, ces cellules qui permettent la coagulation du sang, une fois prélevées, ont une durée de vie qui n'excède pas sept jours. Ou encore le groupe sanguin O-, appelé universel, dont les réserves sont insuffisantes au Manitoba.

De quoi ajouter à la frustration de Françoise Génuit, qui est d'ailleurs de ce rhésus si rare.

Renseignements : https://blood.ca/fr ou auprès de la clinique de prélèvement de Winnipeg, 777 avenue William.


Françoise Génuit a un rhésus sanguin universel. Son type O- est très recherché. Pourtant, elle ne peut donner son sang au Canada. Pourquoi? Parce qu'elle a vécu en France durant la « crise de la vache folle ».

photo : Barbara Gorrand

Pour éviter de se faire du mauvais sang

▶ Qui est concerné par les restrictions?

Les personnes ayant résidé :

- au Royaume-Uni durant trois mois ou plus au total, entre le 1er janvier 1980 et le 31 décembre 1996;
- en France durant trois mois ou plus au total, entre le 1er janvier 1980 et le 31 décembre 1996;
- en Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, République d'Irlande ou Suisse durant cinq ans ou plus entre le 1er janvier 1980 et le 31 décembre 2007;
- en Arabie Saoudite durant six mois ou plus, entre le 1er janvier 1980 et le 31 décembre 1996;
- les personnes ayant séjourné dans des pays affectés par le paludisme ou le virus Zika (liste mise à jour sur blood.ca/fr/sang/voyages).

Sont également exclues les personnes ayant reçu une transfusion ou assimilé au Royaume-Uni, en France ou en Europe de l'Ouest depuis 1980.

▶ Quelle est aujourd'hui la situation concernant les hommes ayant eu des rapports sexuels avec d'autres hommes?

Depuis août 2016, le Canada a ramené la période d'exclusion à un an (elle était de 5 ans auparavant). Ce qui veut dire qu'un homme peut donner son sang si son dernier rapport sexuel avec un autre homme remonte à douze mois ou plus. Cette même période de 12 mois s'applique aux femmes ayant eu un rapport avec un homme ayant lui-même eu un rapport avec un autre homme.

Une mesure qui continue de susciter la controverse, les comportements sexuels à risque n'étant pas l'apanage des hommes homosexuels. Une mesure qui soulève par ailleurs une autre question : comment faire la preuve de son abstinence?

Réponse de la Société canadienne du sang : « Il n'y a aucune façon de prouver qu'une personne fait preuve de malhonnêteté en remplissant le questionnaire. Mais nous avons effectué des recherches, en nous appuyant notamment sur des enquêtes basées sur un nombre important de donneurs anonymes, qui ont montré que moins de un pour cent mentaient délibérément. »

▶ Le sang n'est-il pas testé lors des prélèvements?

Le sang de tous les donneurs est soumis au dépistage des maladies infectieuses, comme le sida et les hépatites B et C. Mais en raison d'une période de latence sérologique durant laquelle le virus du sida n'est pas détectable par les tests, lesquels peuvent aussi être biaisés en raison de facteurs techniques, la SCS soumet chaque donneur à un questionnaire poussé, et compte sur l'honnêteté de chacun.

B. G.

▶ **Commission de protection de l'environnement : captive d'Hydro Manitoba?**

Les propriétaires de terrain font de la résistance

La Commission de protection de l'environnement du Manitoba a recommandé à la Province d'approuver le trajet du projet de la ligne de transmission Manitoba-Minnesota d'Hydro Manitoba. La coalition South-East Stakeholders Coalition, qui rejette le trajet proposé, n'a aucune intention de baisser les bras.

Gavin BOUTROY
presse8@la-liberte.mb.ca

Le projet de la ligne de transmission Manitoba-Minnesota est censé faciliter l'importation et l'exportation d'électricité aux États-Unis, en transmettant 500 kilovolts sur 213 kilomètres. Le trajet choisi d'Hydro Manitoba, qui traverse notamment la municipalité de La Broquerie, a été sélectionné en 2015. En tout, 127 propriétaires de terrains affectés par le trajet recommandé s'y opposent, et ont formé la coalition South-East Stakeholders Coalition.

Me Kevin Toyne a représenté cet été le regroupement de propriétaires lors des cinq semaines d'audiences de la Commission de protection de l'environnement du Manitoba. Il est déçu du contenu du rapport de la commission, déposé le 12 septembre et dévoilé par la Province le 10 octobre.

« Le gros des arguments de la coalition est absent du document. Par exemple, l'un des témoins aux audiences était l'un des responsables du développement de la méthode de sélection du trajet, importé par Hydro Manitoba des États-Unis. Alors qu'il témoignait, il a avoué que le résultat primaire de cette méthode donnait des trajets « poubelles », qui n'avaient aucun sens. C'est pourtant un de ces trajets-là qu'Hydro Manitoba a choisi, malgré ce qui nous semblait un aveu accablant de la part d'un des témoins d'Hydro Manitoba. Ce sont des éléments de ce genre qui sont absents du rapport. »

L'avocat spécialisé en droit foncier ajoute que la Commission a été respectueuse, et avait noté avec attention les propos de la coalition.

« Il n'y a aucun doute, la Commission de la protection de l'environnement du Manitoba travaille fort, et prend son travail au sérieux. Mais au final, s'ils approuvent toujours les actions d'Hydro Manitoba, alors on n'a pas besoin d'eux. »

Me Kevin Toyne explique que ses clients s'inquiètent que la Commission de la protection de l'environnement se trouve en quelque sorte « captive » d'Hydro Manitoba.

« Le concept juridique "d'emprise règlementaire" décrit la situation où une entité soumise à une règlementation « capture » son régulateur. L'entité en question peut alors obtenir l'approbation, une approbation qu'un régulateur réellement indépendant ne donnerait pas. Ou encore l'entité peut échapper à des sanctions. Au final, il semble bien que si Hydro Manitoba demande quelque chose, la Commission l'approuvera. »

Ce manque de confiance dans l'indépendance de la Commission de la protection de l'environnement a poussé la coalition South-East Stakeholders Coalition à écrire deux lettres au gouvernement provincial depuis la fin de l'été.

La première lettre visait à mettre la ministre du Développement durable, Rochelle Squires, au courant des arguments présentés par la coalition lors des audiences publiques. La seconde missive fut adressée au ministre des Services de la Couronne, Cliff Cullen.

Me Kevin Toyne précise l'intérêt de faire appel à Cliff Cullen : « Si Hydro Manitoba s'embourbe pendant des années dans des affrontements légaux pour obtenir le droit d'exproprier des propriétés, cela peut finir par leur coûter très cher et retarder le projet, voire même l'annuler. »



Monique et Albert Bédard, dans leur jardin à proximité de La Broquerie. Monique Bédard est la Présidente du regroupement South-East Stakeholders Coalition. Le trajet proposé de la ligne de transmission Manitoba-Minnesota passe à une cinquantaine de mètres derrière eux.

photo : Gavin Boutroy

« C'est pour cette raison que nous avons rédigé la seconde lettre, pour s'assurer que le gouvernement conservateur de Pallister ne manque pas au respect dû aux propriétaires autant que le gouvernement NPD de Selinger. »

L'avocat rappelle que bien des propriétaires de terrain au sud-est de Winnipeg avaient voté progressiste-conservateur, notamment dans l'espoir d'une nouvelle attitude gouvernementale envers Hydro Manitoba.

« Nous avons dit au gouvernement que si le projet est réalisé sans changement de trajet, la coalition fera appel au cabinet provincial, et demandera que cet appel soit public. »

Comme la ligne de transmission Manitoba-Minnesota doit traverser une frontière internationale, l'Office national de l'énergie doit examiner le projet. La coalition sera représentée à ces audiences par Me Kevin Toyne. Mais il est possible que le ministère provincial rende son verdict avant cette étape des audiences.

Inondations de 2011 : des propriétaires veulent plus d'indemnisations

Dernier espoir : un recours collectif

Une centaine de personnes dont les propriétés ont été endommagées lors des inondations du lac Manitoba en 2011 veulent intenter un recours collectif contre la Province. Leur objectif : obtenir un supplément d'aide financière du gouvernement.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Pour Me Brian Meronek, avocat spécialiste en litige civil du cabinet winnipégois DD West LLP, tout a commencé en janvier dernier, lorsque la Cour d'appel du Manitoba a tranché en faveur des 4 000 Autochtones des communautés de Lake St. Martin, Little Saskatchewan, Dauphin River et Pinaymootang, qui avaient intenté un recours collectif contre la Province et le Fédéral.

« En juin, suite à cette décision, les gouvernements provincial et fédéral ont réglé leurs différends avec les Autochtones. Ils ont accordé un versement de 95 millions $ aux victimes, qui avaient été obligées d'évacuer leurs demeures après les inondations.

« Jusqu'alors, la Province avait refusé d'accorder une attestation pour lancer le recours collectif des propriétaires que je représente. Mais à mon sens, la décision de la Cour d'appel et le règlement des différends constituent une reconnaissance de la part de la Province qu'elle a été la cause principale des inondations du lac Manitoba. »

Et c'est pourquoi Brian Meronek s'est présenté, le 13 octobre dernier, à la Cour du Banc de la Reine pour demander une attestation de recours collectif.

« La juge Joan McKelvey a mis son jugement en délibéré. Ce qui signifie qu'elle veut se donner le temps de bien réfléchir avant de trancher la question. »

Me Brian Meronek étale les raisons pour lesquelles il croit que les propriétaires du lac Manitoba devraient être davantage compensés : « Le sinistre de 2011 n'était pas dû à des causes naturelles. Au cours du printemps de 2011, la Province a mis le canal de dérivation de Portage en service. Pendant quatre mois, le canal a versé 34 000 pieds cubes à toutes les secondes dans le lac Manitoba. On connaît le résultat. Le niveau de l'eau est monté à 820 pieds au-dessus du niveau de la mer. Une élévation que la Province n'avait pas prédit. Le 31 mai, le lac est sorti de ses berges. »

Un petit chalet de Twin Lakes Beach à Saint-Laurent, qui avait été emporté par l'inondation du 31 mai 2011.

Archives La Liberté

Les propriétaires représentés par Me Brian Meronek habitent plusieurs communautés à proximité du lac Manitoba, de Twin Lakes Beach à Saint-Laurent, jusqu'au passage The Narrows.

« Un bon nombre d'entre eux a déjà reçu des indemnisations offertes par la Société des services agricoles du Manitoba, qui gérait le programme d'indemnisation pour la Province. Toutefois cette aide financière s'est avérée inadéquate pour réparer leur propriété ou encore pour la hausser à un niveau plus élevé, une exigence de la Province. Quand tu reçois 100 000 $ en indemnisations et que tu dois dépenser 200 000 $ pour tout réparer, c'est injuste. Injuste au point où plusieurs ont été obligés de conclure qu'ils n'avaient pas les moyens de réparer leur propriété. »

Me Meronek précise qu'en aucun cas les propriétaires n'avaient signé une renonciation pour toute indemnisation supplémentaire.

« En fait, dès les premières sommes offertes par la Province, certains propriétaires étaient mécontents. Des 6 500 réclamants, 4 000 ont reçu une compensation. 450 sont allés en appel. Seulement 59 d'entre eux, soit 13 %, ont été davantage indemnisés. »

Parmi le groupe de propriétaires représentés par le juriste, on compte également des entrepreneurs et des agriculteurs.

« En plus des dégâts à leurs propriétés, les entrepreneurs ont perdu des revenus suite aux inondations. Les agriculteurs ont certes été compensés pour leurs pertes en 2011. Mais ils n'ont pas pu semer en 2012 et 2013. »

Le dossier étant devant les tribunaux, la Province a refusé de commenter.

FRANCOPHONES DE LA LOI 5

Une nouvelle façon de penser sa relation à la langue

Le français, un lien mère-fille

À 32 ans, Kalyn Murdock a le sentiment d'avoir « perdu puis retrouvé » sa francophonie. Elle a parlé le français toute son enfance, selon le souhait de sa mère. Avant de s'en éloigner à l'âge adulte. Aujourd'hui employée à FortWhyte Alive, elle a regagné son bilinguisme et souhaite utiliser cet atout pour développer des programmes en français.




VALENTIN CUEFF
presse2@la-liberte.mb.ca

Quand elle a décroché le poste de coordinatrice des programmes à FortWhyte Alive, Kalyn Murdock n'a pas tout de suite dit à ses nouveaux employeurs qu'elle parlait français. C'était en 2013. Elle n'avait pas pratiqué cette langue depuis une dizaine d'années. « Il a fallu que je reprenne confiance », explique-t-elle.

Née d'une mère bilingue et d'un père anglophone, mariée à un anglophone, son quotidien se passait en anglais. Et ne pas avoir pratiqué l'autre langue officielle pendant des années lui faisait craindre de paraître ridicule.

« Beaucoup d'anglophones ont perdu leur français et sont embarrassés quand ils doivent le parler. Alors parfois, on ne veut pas parler français parce qu'on ne veut pas montrer qu'on a perdu notre niveau. J'avais un peu ce problème à FortWhyte parce que quand j'étais jeune, j'avais un excellent niveau. »

À l'origine, parler le français, c'était le souhait de sa mère, Brenda Keyser, quand elle était enfant. « Elle pensait que c'était important. Son premier mari était franco-manitobain et elle-même est bilingue. Elle disait que ce serait bon pour moi et que ça pourrait m'aider dans le monde du travail. Et ça l'est, c'est utile. »

Brenda Keyser est juge à la Cour du Banc de la Reine et doit rendre verdict dans les deux langues. Elle aurait pris beaucoup de cours pour apprendre la langue de Molière.

Pour immerger sa fille dans la langue, la juge a embauché une gardienne francophone et a inscrit sa fille à la Division scolaire franco-manitobaine. De la maternelle à la 10e, Kalyn Murdock n'a connu que l'école en français.

« Je me pensais francophone quand j'étais plus jeune, mais j'étais un peu différente. Mon nom n'est pas vraiment francophone, par exemple. Les enseignants m'appelaient *"Coline Murdoque"*. » Elle raconte comment elle parlait à merveille le *franglais* avec ses camarades de classe.

Elle a ensuite fini son secondaire à l'Université de Winnipeg, pour se préparer aux études supérieures. « Mon français écrit n'était pas au niveau de mon oral. Mes notes n'auraient pas été aussi bonnes à l'Université de Saint-Boniface. »

S'en suit un désert francophone. « J'ai peu parlé français pendant dix ans. Je n'en avais pas besoin durant mes études. C'est quelque chose que je regrette – de ne pas l'avoir plus pratiqué. »

La coordinatrice des programmes à FortWhyte est aujourd'hui reconnaissante d'avoir reçu cette éducation en français : « C'est une chance de s'immerger dans une autre culture à cet âge. C'est comme un différent monde. Tu penses différemment, tu communiques différemment. L'éducation en français est une chose que je ne veux pas gaspiller. C'est comme un cadeau de ma mère, et de ma gardienne, et de ma communauté. »

FortWhyte Alive s'est beaucoup développé ces dernières années. La jeune femme souhaitait pouvoir proposer les attractions populaires, comme le safari de bisons, en français.

C'est pourquoi, depuis 2013, elle s'y est replongée avec d'autres membres de l'équipe. Pour retrouver son niveau d'antan. « On a plusieurs bénévoles qui ne sont pas francophones, alors on a créé un club de français, ici à FortWhyte. On se retrouve et on le parle ensemble. »

Quatre ans plus tard, elle le pratique sans complexe, avec un accent proche de celui d'une Franco-Manitobaine de souche. Elle dit souvent qu'elle « fait de son mieux ». Même lorsqu'elle hésite sur un mot, la jeune femme ne se décourage pas et en trouve un autre. Elle se dit très heureuse de pouvoir le parler : « Plus je le pratique, plus je m'améliore. »

Le français demeure encore aujourd'hui un lien fort entre sa mère et elle. Elles vont toutes les deux voir des pièces du Théâtre Cercle Molière. « Aller aux spectacles en français, faire des choses culturelles en français, parler en français, ça fait partie des choses mère-fille qu'on fait ensemble. »



Kalyn Murdock a côtoyé les bancs de la DSFM jusqu'à la 10e. Cette enfance dans la francophonie manitobaine lui permet aujourd'hui de développer les programmes en français à FortWhyte Alive.

photo : Valentin Cueff

Pendant longtemps, Kalyn Murdock plaisantait et se disait « fausse francophone ». Pourtant, elle fait partie des personnes qui, au Manitoba, ont une *"affinité spéciale avec le français et s'en servent couramment"*, comme il est mentionné dans la loi 5 sur l'Appui à l'épanouissement de la francophonie. Se sent-elle francophone pour autant?

« Je me sens bilingue. Mais c'est un honneur d'entendre que mon niveau de français est assez bon pour que je puisse être considérée comme francophone à part entière. Je pense que c'est une bonne nouvelle que la définition se soit élargie grâce à cette loi provinciale. C'est comme faire partie d'une grande famille. »

La Winnipégoise attend aujourd'hui son premier enfant. Et souhaite que le français fasse partie de sa vie.

«Je veux que mon enfant parle le français. Parce que mon mari est anglophone, c'est moi qui suis responsable d'assurer que je parle la langue chez nous et qu'on fasse des activités en français.

« J'ai commencé à acheter des livres en français et des livres bilingues. J'aime beaucoup les livres bilingues parce qu'on peut tous les deux les lire, mon mari et moi. »

Qui peut se dire francophone?

La Loi 5 adoptée à l'unanimité par les députés manitobains le 30 juin 2016, intitulée *Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine*, définit la « francophonie manitobaine » de la manière suivante :

Communauté au sein de la population manitobaine regroupant les personnes de langue maternelle française et les personnes qui possèdent une affinité spéciale avec le français et s'en servent couramment dans la vie quotidienne même s'il ne s'agit pas de leur langue maternelle ».

École Sage Creek : l'architecture au service de la pédagogie

« La clé, c'est la flexibilité »

Les 630 élèves de l'école Sage Creek fréquentent un espace d'apprentissage nettement différent de ceux d'il y a un siècle, 50 ans, ou encore 10 ans. Finis, les longs couloirs sombres. Finies, les salles de classes uniformes avec leurs rangées de pupitres. Le mot d'ordre, pour les architectes et les pédagogues, est celui de la flexibilité, pour mieux répondre aux différents styles d'apprentissage des jeunes.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Ouverte en septembre, l'école Sage Creek a été développée par la firme winnipégoise Number TEN Architectural Group, qui a entre autres conçu le Centre Bell MTS, le Club Regent et le Voyage à Churchill du Zoo du Parc Assiniboine.

Selon Christina Legris, l'architecte du projet, l'établissement représente « la dernière avancée en matière d'espace architectural conçu pour le milieu scolaire ».

« Au cours de la dernière décennie, nous avons davantage collaboré avec les divisions scolaires et les enseignants, pour mieux comprendre comment les jeunes apprennent et comment les profs enseignent. À date, nous avons créé quatre écoles très innovatrices, dont trois à Regina et l'école Sage Creek.

« Le dialogue que nous avons eu avec la Division scolaire Louis-Riel nous a aidés à comprendre combien un environnement physique peut appuyer l'apprentissage. Après tout, les jeunes n'apprennent pas tous de la même façon. Et les enseignants sont appelés à tenir compte des différents styles d'apprentissage. Un enfant peut être auditif, un autre visuel ou encore de type tactile. L'école doit être le reflet de cette réalité. Et pour y arriver, la clé, c'est la flexibilité. »

Résultat : les 26 salles de classe de l'école Sage Creek peuvent, au besoin, servir un apprentissage traditionnel, où un enseignant s'adresse à une classe d'une vingtaine d'élèves. Mais elles sont beaucoup plus polyvalentes.

Marc Poirier, le directeur de l'école, apporte des précisions : « L'apprentissage est bien moins magistral qu'autrefois. Un enseignant peut diviser sa classe en groupes pour faire l'apprentissage par projets. Il n'y a donc plus de pupitres. Les élèves sont à des tables, qui peuvent être placées selon l'activité et les besoins des jeunes. On peut même ajuster la hauteur des tables. Les élèves peuvent travailler debout, assis ou encore à même le plancher. Selon l'activité et le confort de l'enfant.



Marc Poirier, dans l'atrium de l'école Sage Creek, un espace ouvert, baigné de lumière naturelle et où l'on peut visionner des présentations variées, grâce à un projecteur et un écran blanc. À l'extérieur, on aperçoit une aire d'apprentissage en plein air.

photo : Daniel Bahuaud

« Autrefois, on insistait qu'un élève reste bien calme sur sa chaise. En 2017, on sait que certains jeunes ont besoin de bouger pour se concentrer. C'est pourquoi les classes ont des tabourets Nikki et des chaises Zuma, qui permettent aux jeunes de bouger leur corps et de se bercer tout en restant assis. »

De plus, les salles de classe de l'école Sage Creek ne sont pas des espaces cloisonnés. Les murs peuvent s'ouvrir soit comme une porte de garage, soit comme un accordéon, ce qui donne aux enseignants le choix de combiner les salles de classe pour certaines activités.

Marc Poirier : « Au début de septembre, un policier de la Ville de Winnipeg est venu donner une formation en patrouille scolaire aux trois classes de la 5e et 6e années. On a ouvert deux murs. Comme ça, tout le monde pouvait participer.

« J'aime bien cette adaptabilité. Certains parents, élèves et enseignants se souviendront des aires ouvertes des années 1970. Le concept n'a pas fonctionné parce qu'on ne pouvait pas adapter l'espace. Vers 1978, on construisait des murs dans les écoles qui avaient des aires ouvertes. A l'école Sage Creek, les espaces ne courent aucun risque de devenir obsolètes avec les avancées pédagogiques. »

Le principe de la flexibilité s'applique à toute l'école, puisque l'édifice a été divisé en « quartiers » de quatre classes.

Christina Legris développe : « L'espace qui entoure les salles de classe d'un quartier constitue un "carrefour", muni de tables et de chaises. Au besoin, un ou plusieurs groupes d'élèves peuvent s'y installer pour travailler.

« Les classes et les petits groupes de jeunes peuvent même travailler à l'extérieur, dans la cour d'école. Nous y avons installé des petits espaces avec des bancs. Comme quoi toute l'école, y compris la cour, peut être un lieu d'apprentissage.

« Les architectes de mon groupe sont tous des parents. Ce n'est pas un hasard. En tant que mère de deux enfants, je suis convaincue que cette approche, guidée par le principe de la flexibilité, répond mieux aux besoins des jeunes. Mon fils est du genre à ne pas arrêter de bouger, même lorsqu'il est assis. Il serait tout à fait à l'aise à l'école Sage Creek. »

L'éducation de mon enfant, je m'implique!

Un immense MERCI à tous les parents qui s'impliquent chaque année dans les comités scolaires. Sans eux, nos écoles ne seraient pas ce qu'elles sont!

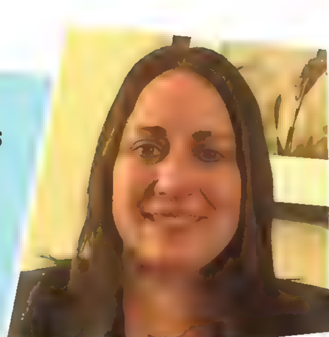


Gilbert Gauthier, comité scolaire de l'École Saint-Joachim

« J'ai passé 12 ans au comité scolaire. Au début, je voulais juste voir si on pouvait aider l'école, mais nous avons eu un rôle plus important que je l'imaginais. Nous avons été impliqué dans la politique de la DSFM et dans les décisions qui affectaient nos enfants. L'École Saint-Joachim a été la première école du sud-est à s'impliquer avec Opération Nez Rouge, ce qui nous a donné accès à de plus gros projets et nous a permis de récolter des sommes plus importantes dans nos prélèvements de fond. »

Nicole Lambert, comité scolaire de l'École Pointe-des-Chênes

« J'ai rejoint le comité scolaire il y a 13 ans pour m'impliquer dans la vie scolaire de mes enfants, car en travaillant à plein temps, je ne peux pas être bénévole pendant la journée. Chaque année, nous organisons un sondage auprès des élèves, des parents, de la direction et des enseignants pour déterminer les besoins de l'école et voir où on peut apporter notre aide. »





Dominique Gosselin, comité scolaire de l'École Christine-Lespérance

« La seule manière de savoir ce qui se passe à l'école et comment le système fonctionne, c'est de s'impliquer. Le comité supporte beaucoup les activités des élèves et supporte le personnel et la direction. Nous avons aussi un rôle consultatif auprès de la direction qui nous demande notre opinion sur ce qui se passe à l'école. Comme parents, avoir une voix, une opinion pour nos enfants et leur futur, c'est extrêmement important. »



Amy Chappellaz, comité scolaire de l'École communautaire Gilbert-Rosset

« Le comité est un excellent moyen de jouer un rôle actif dans la réussite de l'école. J'en suis la présidente. Faire partie du comité m'aide aussi avec mon identité francophone. Le français n'est pas ma langue maternelle, mais m'immerger dans la culture de l'école me donne l'impression d'appartenir à la communauté franco-manitobaine. Les comités scolaires sont très importants pour la DSFM. Ils aident les parents à rester engagés dans l'éducation de leurs enfants, et jouent un rôle crucial dans les prélèvements de fonds pour les projets spéciaux. »



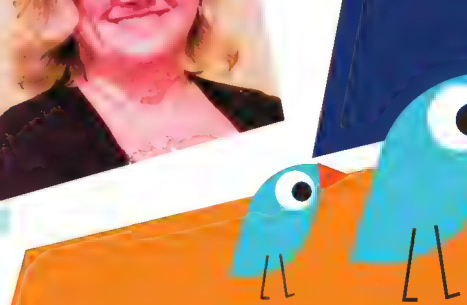
Dimitri Patenaude, 5e année, École Taché

« J'aime beaucoup la nouvelle cour d'école. Avant, il y avait juste un terrain de soccer que personne n'utilisait, parce qu'il y avait souvent de la boue. Maintenant il y une grande structure de jeu. On peut jouer à plusieurs dessus, en grimpant ou en utilisant les grandes glissades. Ça nous occupe pendant toute la récréation. »



Saviez-vous que...

... à la DSFM, les parents et les commissaires participent au processus d'embauche des directions d'écoles?



#Ensemble2020

Apprendre et grandir ensemble, c'est l'affaire de tous!

Site Web : DSFM.mb.ca

Courriel : dsfm@dsfm.mb.ca



DSFM.CSFM



DSFM_Officiel



▶ Il lui faudra trois jours pour transformer sa maison

Dans la peau d'un mordu d'Halloween

Pour Cody Chomiak, directeur marketing d'Economic Development Winnipeg, rien n'est assez fou pour faire de la soirée d'Halloween une fête réussie. Du déguisement, auquel il réfléchit des mois à l'avance, à la décoration de sa maison, il nous explique pourquoi il s'implique autant. Pour lui et ses 60 invités!

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

Dans la vie de tous les jours, il est plutôt chemises bien repassées et pantalons à pinces. Normal, quand on est directeur marketing d'Economic Development Winnipeg. Mais une fois l'an, Cody Chomiak envoie promener cravate et costumes ajustés pour laisser libre cours à son imagination débridée. Halloween, pour lui, c'est un peu comme si Noël et Pâques se déroulaient le même jour : « C'est la décoration et les friandises en même temps! »




À l'année, Cody Chomiak n'a qu'un costume, celui de directeur marketing d'Economic Development Winnipeg. Mais pour Halloween, il peut être qui il veut, y compris la Target Lady du Saturday Night Live.

photos : Barbara Gorrand et gracieuseté Cody Chomiak

Cody Chomiak est tombé dans la citrouille alors qu'il était encore enfant.

« J'ai toujours aimé ce moment de l'année. Avec mon père, on passait du temps à réfléchir à nos costumes, il nous accompagnait avec ma sœur faire le tour du quartier pour aller chercher des bonbons. Puis, quand ma sœur est devenue trop grande pour ça, c'est devenu notre moment privilégié, pour mon père et moi. Ajoutez à ça les bonbons gratuits… Quel enfant n'aurait pas les yeux qui brillent? »

Mais Cody est à son tour devenu trop grand pour les costumes d'enfant et le porte-à-porte. Qu'à cela ne tienne : il a donc décidé d'organiser sa propre fête d'Halloween pour perpétuer la tradition familiale. « Une petite fête tout d'abord, avec quelques amis. Et puis, il y a bientôt 15 ans, j'ai rencontré celui qui allait devenir mon mari, Eric. Lui n'avait jamais été trop porté par Halloween, mais il a été gagné par mon enthousiasme. Et la petite fête a commencé à prendre de plus en plus d'ampleur. »

Un euphémisme. Pour Cody et Eric, Halloween est un rituel qui ne souffre aucune improvisation. Jugez plutôt. « Dès l'été, on commence à parler déguisement. Évidemment, cela évolue au fil des semaines, et il n'est pas rare que je me décide à trois semaines d'Halloween! Et pas besoin de dépenser des sommes astronomiques : en général on déniche tout ce qu'il nous faut chez Value Village ou dans les malles de vieux vêtements de la famille. » Au fil des années, Cody a tour à tour été Waldo, Richard Simmons, la "Target Lady" de l'émission Saturday Night Live, l'inspecteur Gadget, ou encore une hôtesse de l'air. « L'important pour moi c'est que le costume soit drôle, et facile à deviner. »

Mais là où Cody et Eric ne rient plus du tout, c'est en ce qui concerne la décoration de la maison. L'allée transformée en scène de crime, le salon tout droit sorti d'une scène de la série *Stranger Things*, la cuisine devenue le laboratoire d'un savant fou, le rideau de douche s'ouvrant sur un revenant, des toiles d'araignées partout… Et ici et là, des poupées antiques, « parce qu'elles sont naturellement effrayantes. »

Et pour réussir cette transformation, Cody et Eric donnent de leur temps. Littéralement : « Cela demande une solide préparation! Je pose quelques jours de congé uniquement pour redécorer la maison.

Cette année, je m'y prends dès le mercredi. Il faut enlever toute la décoration habituelle, nos objets personnels, les photos, les vases, on descend tout au sous-sol. Puis on recouvre tous les meubles trop lourds pour être déplacés de draps blancs, on remplace les ampoules par d'autres à plus faible éclairage pour créer une ambiance, et on se lance. En général, il nous faut une vingtaine d'heures pour parvenir au résultat final. »

Et dire que dès le lendemain, tous ces efforts seront soigneusement rangés dans des cartons en attendant le prochain Halloween...

Mais ça en valait la peine : alors que la fête réunissait une quinzaine de personnes il y a 10 ans, elle est aujourd'hui un rendez-vous attendu par une soixantaine de personnes.

« Il y a certains de nos amis que nous ne voyons qu'à Halloween! Tous jouent le jeu et je suis toujours épaté de voir à quel point ils mettent du cœur dans la recherche de leur costume. Comme quoi, cette fête transcende les barrières et les générations (1). Et je suis tellement heureux de voir que je peux leur permettre d'être quelqu'un d'autre ou quelque chose d'autre le temps d'une soirée. »

C'est d'ailleurs cette hospitalité qui représente le budget le plus conséquent de Cody et Eric : « Si la décoration est recyclée d'une fête sur l'autre, nous dépensons chaque année plus de 500 $ pour la nourriture… »

La nourriture, et les friandises, bien sûr. Car ce que préfère encore Cody, c'est de voir sonner à sa porte chaque année ces familles, dont beaucoup découvrent cette tradition pour la première fois. Et de se retrouver, un peu, dans les yeux pétillants des enfants émerveillés.

(1) D'année en année, la ville de Winnipeg accueille toujours plus d'évènements pour les adultes à l'occasion d'Halloween. Des labyrinthes de maïs aux activités hantées de Lower Fort Garry, sans oublier le succès grandissant de l'attraction *Fear the Walking Dead*, elles sont répertoriées sur le site onlyinthepeg.com

▶ Le curling, fer de lance du tourisme à Portage la Prairie

D'une pierre, plusieurs coups dans la cible

Le 13 octobre, 32 équipes de curling ont convergé vers Portage la Prairie pour le tournoi masculin de Canad Inns. Le 20 octobre, la pierre a été remise aux femmes, pour le tournoi féminin de Canad Inns. Comme le soulignent les organisateurs et les commerçants de la ville, le curling, c'est payant.



Daniel Lussier de Canad Inns avec les Manitobains qui ont remporté le Trophée mémorial Dave Elias au tournoi masculin à Portage la Prairie : Reid Carruthers, Colin Hodgson, Derek Samagalski et Braeden Moskowy.

Les joueurs sont accompagnés de Trent Ward, gérant du Canad Inns de Portage, ainsi que la veuve de Dave Elias, Sue Elias, et leurs enfants Nicholas et Mackenzie Elias.

photo : Gracieuseté Canad Inns

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Pour Daniel Lussier, le président-directeur général de Canad Inns, le curling est une passion. « Je pratique le sport, au niveau amateur. J'aime bien regarder une bonne partie de curling. Je comprends l'attrait du sport pour le public. Lorsque Canad Inns organise ses tournois à Portage la Prairie, je fais souvent la navette entre Winnipeg et Portage. »

Sur le plan commercial, Canad Inns bénéficie énormément des tournois depuis que l'entreprise a fait l'acquisition, en 2003, de son hôtel à Portage la Prairie. Daniel Lussier : « L'aréna du Portage Curling Club fait partie de la propriété. Chaque fois qu'on a un tournoi, l'hôtel se remplit. Les équipes et leurs familles s'installent chez nous. Les joueurs aiment le fait qu'ils peuvent quitter leur chambre d'hôtel et se rendre directement à l'aréna.

« Lorsque Canad Inns a acheté l'hôtel, il n'était donc pas question d'abandonner les tournois, qui étaient autrefois organisés par la firme de comptabilité Meyers Norris Penny. Les évènements rapportent, et rehaussent notre prestige, puisque des équipes viennent de Suisse, du Japon, des États-Unis et de l'Écosse, sans parler du Manitoba et des autres provinces du Canada. Notre tournoi mixte pour équipes canadiennes, qui s'est déroulé en septembre à Winnipeg, mais qui d'habitude a lieu à Portage, est très compétitif. Le gagnant remporte une place aux épreuves de qualification pour les Jeux olympiques. »

Preston Meier, le président de la Chambre de commerce de Portage la Prairie, salue la présence des tournois de Canad Inns. « Ils font partie de notre tradition du curling. À tous les ans, on accueille le tournoi masculin provincial Viterra. Et en 2015, on a accueilli le célèbre Tournoi des cœurs Scotties.

« Lors de ces évènements, nos trois hôtels se remplissent. Nos restaurants sont plus occupés. Les passionnés de curling s'installent pour la durée des tournois. Ils magasinent chez nous. Même les gens qui ne passent pas la nuit, ceux qui viennent de Winnipeg ou de Brandon, en profitent pour manger et faire quelques emplettes. »

Vern May, le directeur général de la Corporation de développement économique régional de Portage, est du même avis. « Début octobre, nous avons lancé notre nouvelle marque de tourisme, avec l'appui de Voyage Manitoba. On se positionne comme un centre important du curling. Notre objectif est d'attirer une clientèle internationale. On sait que lorsqu'une personne visite le Manitoba, elle dépense en moyenne 540 $. Et les Manitobains qui se rendent à Portage en dépensent 98 $. L'impact économique est considérable. Et le potentiel est énorme. »

CULTUREL

▶ Spiritualité, stigmates et salamandres

Un peu d'Hollywood à Saint-Pierre-Jolys

Le cinéaste ojibwé du Manitoba, Jeremy Torrie, situe son cinquième long-métrage dans un village francophone fictionnel du sud du Manitoba. Il a pris un vrai village franco-manitobain comme décor pour son film, *Corruption of Divine Providence,* qui parle d'identité métisse, et de spiritualité.




GAVIN BOUTROY
presse8@la-liberte.mb.ca

▶ Pouvez-vous nous donner un synopsis du film que vous tourniez à Saint-Pierre-Jolys, du 29 septembre au 5 octobre?

Jeremy Torrie : Une fille métisse de 16 ans, qui porte aussi des stigmates, est kidnappée dans un petit village francophone du Canada, et diverses sectes religieuses essaient de se positionner pour la contrôler à son retour.

Cette fille est messagère de Dieu. Son message est simple, retournez aux commandements et aux valeurs de vos sectes, puisqu'à la base ce sont les mêmes valeurs.

Il y a une scène où cette jeune fille est hypnotisée parce qu'elle cherche à comprendre ce qui lui arrive. Tout à coup, une voix différente de la sienne, plus mature, venant du plus profond d'elle, pose la question « Qui es-tu? ». Donc c'est aussi un film qui traite du thème de l'identité.

▶ Le thème de l'identité autochtone des Métis.

JT : C'est cette idée de l'opposition de la culture métisse à la culture autochtone. Qui est Métis, à quoi ça ressemble aujourd'hui? Il y a la vieille pointe « es-tu seulement autochtone lorsque vient le temps de chasser hors saison? » Je m'intéresse à la connexion qu'un Métis peut avoir avec son côté autochtone, quand sa culture est principalement française et catholique.

La genèse du film, c'est le début de ma relation avec ma femme. C'est une Métis francophone de Saint-Léon. On sortait ensemble depuis quelques mois, et par un jour d'été ensoleillé, elle m'a emmené chez elle pour rencontrer sa famille. Il y avait au moins 30 personnes. Quand je suis rentré dans la maison, il y avait le Christ souffrant sur la Croix sur tous les murs, et d'autres iconographies religieuses. Moi, je suis Ojibwé, chez moi ce n'était pas pareil…

Mais ces communautés d'apparence si pieuses connaissent, elles aussi, des infidélités et des meurtres. C'est l'origine du film.

▶ Êtes-vous religieux?

JT : Je suis religieux dans le sens traditionnel des Ojibwé. Je suis un Gardien du calumet, j'ai des noms autochtones, je vais à des *Sweat*…

Religieux, ce n'est pas le bon mot. J'ai de la foi. J'ai vécu suffisamment d'épisodes dans ma vie pour croire qu'il y a une force plus grande que moi, un pouvoir supérieur.



Jeremy Torrie réalisateur, scénariste et producteur de *Corruption of Divine Providence* dont le budget est de 2,5 millions de $. Sur ce budget, 500 000 $ proviennent des 4,2 millions $ que Téléfilm Canada a dédié au cinéma autochtone cette année.

photo : Gavin Boutroy

▶ À l'heure où il y a une tendance dans le cinéma autochtone canadien de parler du christianisme pour son rôle dans les pensionnats autochtones, et de mettre l'accent sur les cérémonies traditionnelles, vous avez une approche différente.

JT : À un moment donné dans le film, la jeune fille est en lévitation devant des centaines de personnes. Elle déclare : « Je suis Métis. *I am reconciliation* ».

Il a eu des atrocités par le passé. Le savoir traditionnel que j'ai reçu m'a appris à chercher la paix, la tolérance, l'humilité.

Quand j'ai commencé à aller aux Tentes à suer, on m'a dit qu'il y avait une raison à ce que j'aie le teint clair et une bonne maîtrise de l'anglais. J'avais le don d'être un conteur d'histoires, pour faire le pont entre nos deux cultures.

▶ Parlez-nous de votre style cinématographique.

Je mets toujours en avant une femme forte, et il y a toujours un élément de spiritualité à mes films.

Les images de mes films sont souvent naturalistes, j'aime tourner dehors dans la nature. J'aime la lumière naturelle, des contrejours, la lumière de « l'heure d'or » immédiatement avant le coucher du soleil, et le lever du soleil. J'aime aussi tourner de vastes ciels manitobains. C'est une esthétique qui ressemble un peu à l'émission de télévision américaine *Fargo*.

Souvent, il y a un petit côté bizarre à mes films. Dans celui-ci, les salamandres…

▶ Pourquoi est-ce que vous avez décidé de tourner à Saint-Pierre-Jolys?

JT : Normalement, j'ai un directeur des lieux chargé d'identifier des lieux de tournage et d'en faire des photos. Mais pour ce film, je savais ce que je voulais. La grotte de Saint-Malo par exemple. En revenant de Saint-Malo, je suis passé devant une maison à Saint-Pierre-Jolys qui était exactement comme j'imaginais la maison d'un des personnages du film. Et il s'est trouvé que les propriétaires de la maison étaient les anciens propriétaires du restaurant Le Routier, où je souhaitais également tourner. On a aussi tourné dans les champs aux alentours du village. On a amené un peu d'Hollywood à Saint-Pierre-Jolys. J'espère qu'on aura inspiré des jeunes du village à se lancer sur le chemin du cinéma.




Saint-Pierre-Jolys est devenue la scène du film Corruption of Divine Providence du 29 septembre au 5 octobre.

photos : Gavin Boutroy

SUDOKU

PROBLÈME N° 574

		7	3	9			5	4
9		2						
	6		1	8	4		7	2
				6		8		5
		6				4	2	3
1			4	5				6
	7	4						
5	3		8		9			
6		9	7			3		

RÉPONSE DU N° 573

3	2	9	1	5	6	7	8	4
1	8	7	3	2	4	9	5	6
4	5	6	9	7	8	2	3	1
2	4	5	6	8	3	1	7	9
6	3	1	4	9	7	8	2	5
7	9	8	2	1	5	4	6	3
8	7	3	5	4	9	6	1	2
5	1	4	7	6	2	3	9	8
9	6	2	8	3	1	5	4	7

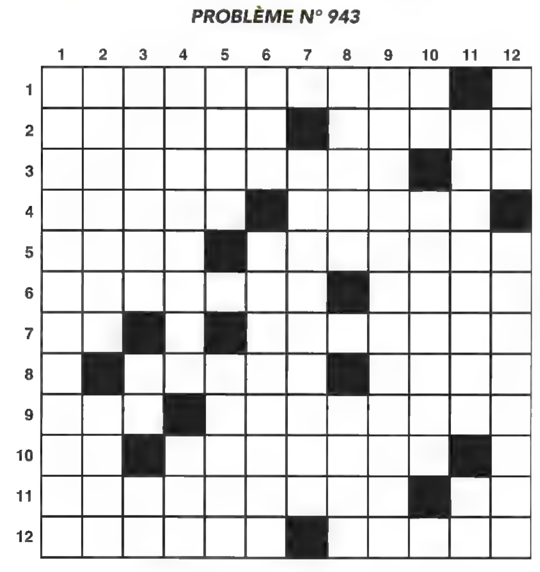
RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 943



HORIZONTALEMENT

1- Tyrannies.
2- Sans crochets. – Qui s'oppose à l'action de la gravité.
3- Satisfaction complète d'un besoin. – Négation.
4- Coups. – Rectifiées.
5- Arène. – Raconter en détaillant.
6- Local où travaillent des ouvriers. – Interjection.
7- Démonstratif. – Carte dont le dos est orné de grisaille (pl.).
8- Chef-lieu du département des Deux-Sèvres. – Rejettes comme faux.
9- Elle fut fondée en 1962. – Creusasse d'une rainure.
10- Gamme. – Tacheté, mêlé de gris.
11- Bandeau qui maintient la chevelure en place. – Doublée.
12- Raide, sans naturel. – Qui a de gros os.

VERTICALEMENT

1- Discourtoise.
2- Caractère de ce qui est vain. – Virage en ski.
3- Dérivé. – Spectacle. – Une lettre les sépare en sens inverse.
4- Marquai d'une ligne droite. – Accord.
5- Tas. – Commune des Hautes-Alpes.
6- Récipient. – Marche en arrière d'une armée.
7- Fréquentative.
8- Prénom masculin. – Homme politique angolais (1922-1979).
9- Relatives à un polygone à neuf angles et neuf côtés.
10- Se suivent. – Transfère à l'État.
11- Intégrées. – Personnel.
12- Période de l'évolution de l'humanité. – Subisse les effets, les conséquences fâcheuses.

RÉPONSES DU N° 942




	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	E	C	H	A	N	C	R	U	R	E	■	D
2	C	H	A	P	E	L	U	R	E	■	E	R
3	H	A	I	R	■	A	D	E	N	I	T	E
4	O	G	R	E	S	S	E	■	I	N	E	S
5	G	R	E	S	E	S	■	D	E	N	T	S
6	R	I	■	D	R	A	G	E	E	■	A	A
7	A	N	T	E	E	■	E	R	S	E	■	G
8	P	A	U	M	I	E	R	■	■	N	O	E
9	H	■	R	A	N	G	E	M	E	N	T	S
10	I	O	N	I	E	■	R	E	P	U	E	■
11	E	D	E	N	■	D	E	R	A	Y	E	R
12	S	E	P	■	N	E	Z	■	R	A	S	E

LES EDUK'APPLIS

Par Josée Toffen

Josée Toffen est enseignante en 4e année dans une école de la DSFM. Dans sa classe, les enfants apprennent en s'amusant grâce à des applications pédagogiques. Littérature, mathématiques, sciences, arts ou culture, il y en a pour tous les goûts! Josée partage avec vous ses applis coups de cœur, à utiliser en classe ou à la maison.



J'aime Lire Store

par Bayard Presse

Sur iTunes, pour les 3 à 12 ans

J'aime lire store est une application de livres et de contes pour les enfants âgés de 3 à 12 ans.

Vous pouvez commencer avec les trois livres offerts et ensuite sélectionner parmi une riche variété pour embellir votre bibliothèque numérique.

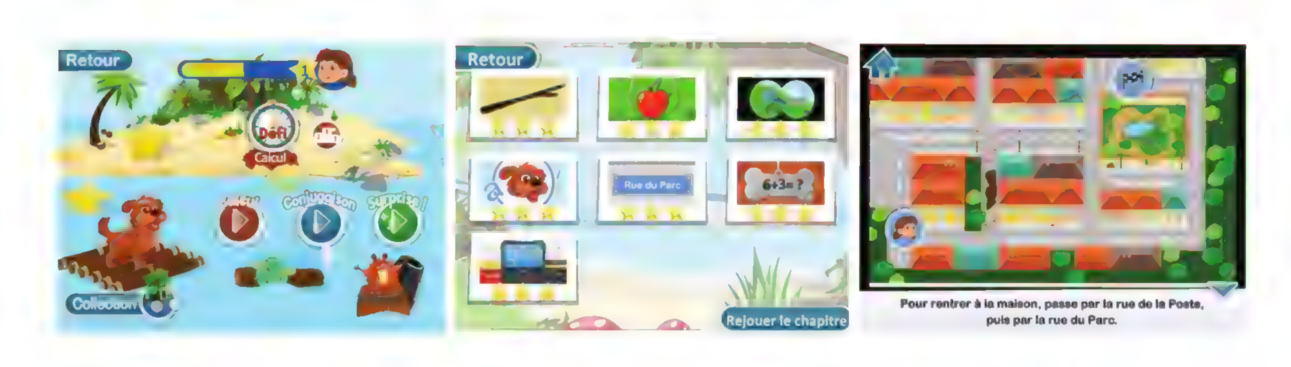
Les livres coûtent entre 2,99 $ et 21,99 $ (pour les séries). Je vous recommande les livres de Boule et Bill, Petit ours brun, Mes p'tits docs et Les animaux du monde.

Certains livres offrent également une version INTERACTIVE où l'histoire est accompagnée de jeux et de quiz.

Certains livres ont aussi l'option AUDIO si vous voulez écouter l'histoire.

Afin de faciliter votre recherche, l'application a regroupé les livres en trois sections : petite enfance (3 à 6 ans), apprentis lecteurs (6 à 8 ans) et fans de lectures (8 à 12 ans).

J'aime Lire Store est disponible sur iTunes. Bonne lecture!



Passeport du CP au CE1

par Hachette Livre

Sur iTunes, pour les 5 à 7 ans

Les activités de Passeport se présentent sous forme de petits scénarios/petites aventures et pratique les habiletés suivantes : les sons, les numéros, les voyelles, les additions, les soustractions, la conjugaison et bien plus!

Je suggère Passeport du CP au CE1 pour les enfants âgés de 5 à 7 ans.

Les enfants aimeront l'évolution des niveaux et apprécieront les activités si bien expliquées.

Il y a aussi Passeport de la GS au CP et Passeport du CE1 au CE2 pour des activités plus complexes ou enfants plus âgés!

L'application est disponible sur iTunes.

Les nombreux atouts manitobains pour attirer les films

Silence, on tourne chez nous!

En 1941, le film britannique *The 49th Parallel* a permis aux cinéphiles du monde entier de contempler l'avenue Portage et de visiter une colonie d'Huttérites bien manitobaine. Ce qui était rarissime à l'époque est devenu monnaie courante en 2017. Explications d'un phénomène.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca



Nicole Matiation, au jardin de la Bibliothèque du Millénaire de Winnipeg, qui a été pris pour un parc de Kansas City dans le film américain de 2007 *The Lookout*.

photo : Marta Guerrero

En août, le pont Arlington a été fermé à plusieurs reprises pour permettre le tournage d'un long métrage hollywoodien, dont le titre n'a pas encore été rendu public.

Il s'agissait d'une de sept grandes productions tournées (1) qui ont fait de 2017 une année importante pour l'industrie du cinéma manitobain.

Nicole Matiation, la directrice générale d'On Screen Manitoba, dresse le portrait d'une croissance remarquable : « Quelques Winnipégois ont grommelé que le pont Arlington était fermé à la circulation. S'ils savaient ce que ça nous rapporte, ils ne se seraient pas plaints. En moyenne, le Manitoba attire près de 100 millions $ en productions cinématographiques, que ce soit des long métrages, des séries télés ou des films documentaires. En 2016-2017, on a atteint 127 millions $.

« Les retombées sont énormes. Près de 60 % des coûts d'une production sont consacrés à la main-d'œuvre. Et quand on tourne chez nous, 90 % des employés sont d'ici. Cette année, ça représente 1 400 emplois à temps plein pour les Manitobains. C'est 200 emplois de plus qu'en 2013. Il y a aussi les bénéfices pour nos hôtels, restaurants et magasins locaux. »

Et puis surtout, le montant de productions tournées à Winnipeg et au Manitoba est à la hausse. « Le tournage de deux longs métrages, ***Sorry for your Loss*** et ***Snowed Inn***, vient tout juste de commencer en ville. Aussi, depuis quelques mois, la série télé de la CBC ***Burden of Truth*** s'est installée dans un café à Selkirk. »

Pour Nicole Matiation, ce n'est pas un hasard si l'industrie du cinéma va bien au Manitoba : « C'est vrai, on bénéficie du fait que l'industrie au Canada est en pleine croissance. Mais le succès manitobain est surtout dû aux politiques gouvernementales en place depuis déjà 30 ans. La Province accorde un crédit d'impôt de 45 % à 65 % sur la main-d'œuvre manitobaine, ce qui stimule l'emploi et attire les productions. De plus un deuxième crédit d'impôt est offert sur l'ensemble des dépenses effectuées au Manitoba. »

Atout supplémentaire, Winnipeg attire des productions par sa variété architecturale. Nicole Matiation élabore : « Le Quartier de la Bourse a souvent passé pour Chicago, comme dans le film de 2004 ***Shall We Dance?***, qui mettait en vedette Richard Gere. Mais on peut aussi reproduire une ambiance du Greenwich Village de New York ou l'atmosphère de Londres. Surtout pour des films d'époque. On a des quartiers résidentiels typiques des années 1940 et de l'après-guerre, ou encore des banlieues des années 1970.

« Et n'oublions pas la campagne, qui peut passer pour les grandes plaines américaines, le Far-West ou encore les steppes de la Russie. Si vous avez vu ***Heaven Is For Real*** (2014) ou ***The Lookout*** (2007), vous comprenez combien nos champs sont pittoresques.

« Et puis il y a d'autres attraits. On n'a pas d'océan, mais le lac Winnipeg peut passer pour la mer. Surtout en hiver, comme dans le film de sous-marin de Harrison Ford, ***K-19 The Widowmaker***, qui a été tourné en partie à Gimli.

« Côté transport, Winnipeg pullule de collectionneurs de voitures souvent louées pour les plateaux de tournage. On est aussi une des rares régions au pays qui ont un train à vapeur qui roule, le Prairie Dog Central. La série télé ***The Pinkertons***, une coproduction canado-américaine, est venue tourner à Grosse Isle pendant un an pour avoir accès au train et à sa gare. »

(1) Il s'agit, entre autres, de *Finding Faith*, *Gone*, *How It Ends*, *Into the Invisible Light*.

Winnipeg au petit et grand écran

- ***The Arrow***, film réalisé pour la télé avec Dan Ackroyd (1997) – Les hangars de l'Aéroport international de Winnipeg
- ***Capote***, mettant en vedette Philip Seymour-Hoffman (2003) – Le Palais législatif du Manitoba, le pénitencier de Stony Mountain.
- ***Heaven Is For Real***, avec Greg Kinnear (2014) – Winnipeg, Beauséjour, Selkirk, Warren.
- ***Inertia***, avec Micheline Marchildon (2001) – L'Université de Saint-Boniface.
- ***The Italian Job***, avec Mark Wahlberg et Donald Sutherland (2003) – L'ancien édifice d'Hydro Manitoba.
- ***The Lookout***, mettant en vedette Joseph Gordon-Levitt (2007) – La Bibliothèque du Millénaire, Calvary Temple, le quartier de la Bourse, le village de Hartney.
- ***Riel***, mini-série de la CBC/SRC, avec Réal Cloutier (1979) – Le Lower Fort Garry.
- ***Shall We Dance?***, avec Richard Gere et Jennifer Lopez (2003) – La promenade South Drive, le quartier de la Bourse.
- ***You Kill Me***, avec Ben Kingsley et Micheline Marchildon (2007) – La Fourche.

Voir aussi la carte produite par On Screen Manitoba, au : https://drive.google.com/open?id=1zEwWI2tDTlhr4fIo-LuopW_O9co&usp=sharing

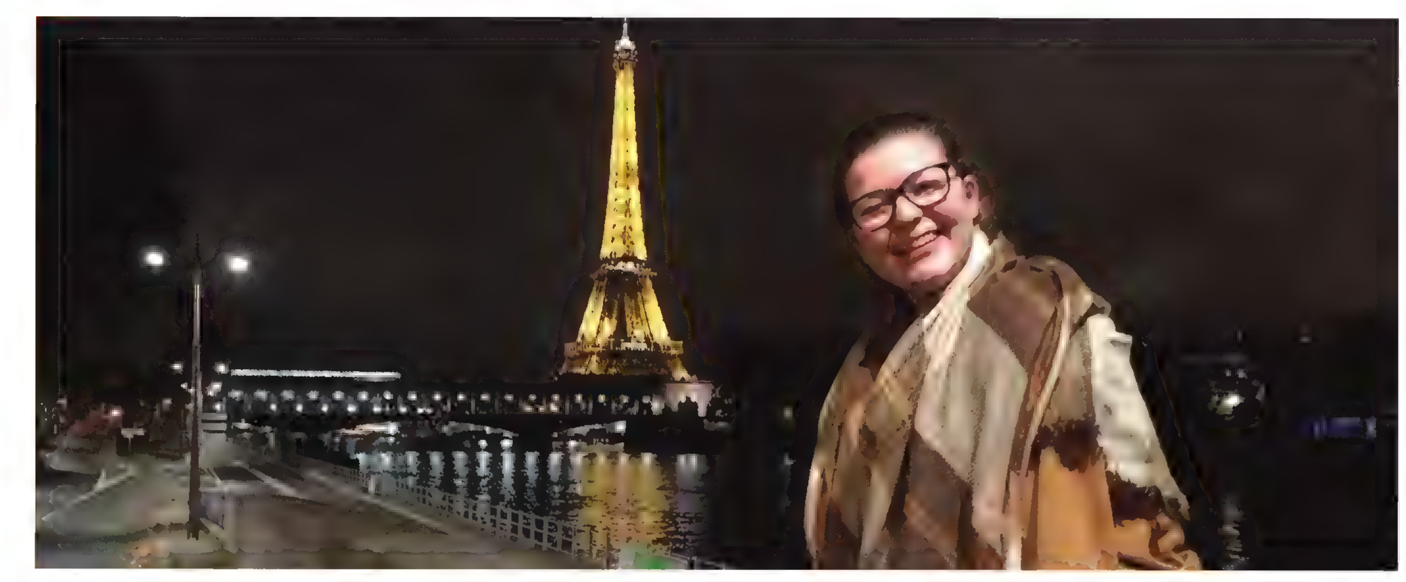


QUELS AUTRES FILMS ONT ÉTÉ TOURNÉS À WINNIPEG ET AU MANITOBA? POUR LE SAVOIR, EXPLOREZ LA CARTE D'ON SCREEN MANITOBA SUR LA-LIBERTE.CA



En France pour comprendre l'importance du journalisme libre

Citoyenneté – Libertés – Voyage



Au cours de son Voyage, Chantal Philippot a eu l'opportunité de visiter Bayeux et Paris.

À la fin du mois de septembre, dix élèves de 11e et 12e années d'écoles de la DSFM sont partis pour un voyage inoubliable en France, dans le cadre du Prix Bayeux Calvados. Chantal Philippot était la seule élève de l'École communautaire Gilbert-Rosset.

« L'an passé, notre enseignante a reçu un courriel à propos d'un voyage pour discuter et apprendre sur la liberté d'expression et la liberté en journalisme. Quand elle a précisé que c'était en France, j'ai été vraiment motivée pour en faire partie. Mes parents m'ont dit que je serais une bonne candidate, parce que je m'intéresse à l'actualité et que je suis les informations. »

> *« Nous avions des discussions sur le fait que c'était des gens comme nous, dont la vie a été complètement changée à cause d'une guerre. »*
>
> Chantal Philippot, 11e année.

L'élève de 11e année se souvient encore du processus de sélection. « J'ai écrit une lettre, dans laquelle je disais que je voulais vraiment rencontrer des journalistes, et que savoir s'informer était très important. J'ai mentionné que sans liberté d'expression, nous n'avons pas de démocratie, que je supportais cette idée et que je voulais la partager avec ma communauté. Quand j'ai reçu la réponse, j'étais vraiment étonnée. Je pensais que ma lettre était comme les autres, et que je ne serais pas choisie. »

Ce voyage, organisé pour la première fois cette année, était le fruit d'une collaboration entre le Musée canadien pour les droits de la personne, la région Normandie, l'Institut international des droits de l'homme et de la Paix, et la DSFM. Lise Pinkos, gestionnaire des programmes éducatifs au musée, a coordonné le projet.

« Le Prix Bayeux Calvados est organisé pour reconnaître les journalistes qui font des reportages de guerre. Les organismes français avaient déjà un programme qui traite de la guerre avec les jeunes de Normandie. Nous avons souhaité envoyer nos élèves francophones afin qu'ils puissent bénéficier de cette expérience et la partager dans leurs écoles à leur retour. Nous avons vraiment eu des jeunes avec une grande diversité de talents, et chacun avait quelque chose de différent à apporter. »

Lise Pinkos ajoute que ce programme était très important pour le musée situé à La Fourche. « On parle de liberté de la presse et des personnes. On voit l'importance et l'impact de la presse pour protéger les personnes en situation de guerre. De plus, c'est une bonne manière de faire connaître notre musée en dehors du Canada. »

Au cours du séjour, les jeunes manitobains ont assisté à des conférences, des discussions, et ont visité des expositions. Chantal Philippot a été marquée par sa rencontre avec une jeune journaliste. « C'était une journaliste de guerre de 29 ans. Elle allait dans des régions qui n'avaient rien. C'était vraiment altruiste et ça m'a beaucoup touché. »

Les élèves ont également regardé des documentaires. « On voyait des soldats, leurs vies, comment ils survivent. Après, nous avions des discussions sur le fait que c'était des gens comme nous, dont la vie a été complètement changée à cause d'une guerre. Maintenant, j'ai une perspective différente en regardant les informations. Si quelque chose nous arrive, même si c'est difficile, on devrait s'arrêter et se dire que c'est correct, parce qu'on a encore une famille et une maison, et que les choses vont s'arranger. »



Célébrons nos succès!

40 jeunes de la 9e à la 12e année du Centre scolaire Léo Rémillard, de l'École communautaire Aurèle Lemoine et de l'École La Source étaient réunis au camp de formation JMCA Sud, à Moose Lake, le nouveau camp de la DSFM, du 13 au 15 octobre. Ils se sont amusés et ont appris à devenir des leaders, afin de pouvoir animer les camps de construction identitaire tout au long de l'année.



Safia Soussi Gounni,
8e année,
Collège Louis-Riel

« À Louis-Riel, j'aime la diversité des élèves. Il y a des élèves de partout dans le monde. Dans les couloirs, on entend du français et des langues de partout. Quand on parle à propos des pays d'origine de chacun, c'est vraiment intéressant. À mon arrivée au Collège Louis-Riel, j'étais nerveuse parce que je ne connaissais personne. Mais les élèves et les enseignants m'ont vraiment bien accueillie. »

Une salle de classe grandeur nature pour les élèves de Lacerte

Environnement – Citoyenneté – Sciences



Les élèves n'ont pas hésité à aller à l'eau pour collecter des macro-invertébrés

Dans le cadre du programme de sciences de 7e année, Alain Cenerini, conseiller à l'École Lacerte, accompagne chaque année les élèves sur les rives de la rivière Seine pour collecter des échantillons de macro-invertébrés. Sur place, puis à l'école, les élèves analysent et classifient ce qu'ils ont prélevé pour évaluer l'état de la rivière.

> *« J'aime jouer avec les macro-invertébrés. C'est vraiment intéressant pour moi. »*
> Michael Charney, 7e année.

« Cette activité permet aux jeunes de découvrir la rivière et de comprendre comment les macro-invertébrés déterminent si la rivière est en santé ou non. Au fur et à mesure qu'on fait ce projet, les jeunes comprennent que ces êtres vivants jouent un rôle important. La présence ou l'absence de certains invertébrés en dit beaucoup. Le meilleur moyen de comprendre les écosystèmes, qui sont au programme de 7e année, c'est de s'y rendre directement.»

Le vendredi 13 octobre, pendant cette sortie, Michael Charney, en 7e année, a appris à effectuer des tests scientifiques. « J'aime jouer avec les macro-invertébrés. C'est vraiment intéressant pour moi. J'ai remarqué que si tu n'es pas délicat avec les outils, les tests ne vont pas fonctionner. J'ai essayé de faire un test sur la dureté de l'eau, pour voir si elle est propre. On devait obtenir un résultat compris entre 61 et 120, et on a eu 60. »

Jordan Dickman, également en 7e année, a aimé aller dans la rivière. « Je ne l'avais jamais fait avant! J'ai aussi aimé enfiler les grosses bottes. Quand j'ai récupéré des macro-invertébrés, j'avais peur de tomber. J'ai fait des tests aux stations, et j'ai appris que la température de la rivière était de 7°C. »

Cette année, les élèves ont été rejoints par l'équipe de l'émission ***La Terre en nous***, pour la chaine APTN. Jeremy Guenette est le directeur terrain du programme. « On est venu voir le projet sur la rivière Seine pour notre série qui traite de l'environnement. Notre animateur voyage à travers le Canada et rencontre des gens qui essayent de trouver des solutions pour l'environnement. »

L'équipe était particulièrement intéressée par le travail de l'École Lacerte. « Ici, il y a le côté éducation, ainsi que comment prendre soin de l'eau près de chez nous. Notre équipe de recherche est entrée en contact avec Fernand Saurette, professeur de biologie à l'Université de Saint-Boniface. Puis nous sommes venus voir les jeunes en action, et voir ce que ça apporte aux élèves de faire l'apprentissage en nature. » L'émission, filmée à l'automne 2017 et au printemps 2018, sera diffusée en janvier 2019.





LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

Du 27 au 29 octobre,
Camp JMCA Est, au Camp Moose Lake, École régionale Saint-Jean-Baptiste, École régionale Notre-Dame et Collège régional Gabrielle-Roy.

Le 1er novembre, Match de la LISTE.

Le 7 novembre, Match de la LISTE.

LA COMMISSION SCOLAIRE

Réunion ordinaire de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 25 octobre à 19 h,
au bureau divisionnaire, à Lorette.

Réunion ordinaire de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 29 novembre à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

LES CONGÉS

Le 27 octobre
Congé pour les élèves des écoles Aurèle-Lemoine, Gilbert-Rosset, Jours de Plaines, La Source, La Voie du Nord, Saint-Georges, Saint-Lazare.

Programme des métiers de la DSFM

Les inscriptions au programme d'électricité en 11e et 12e années pour le second semestre de l'année scolaire 2017-2018 sont en cours.

Le cours d'électricité niveau 1 (en français) débute au 2e semestre (5 février).

Équivalent à 8 crédits du secondaire (4 crédits par semestre)

900 heures transférables envers le Programme apprentis.

Offert en partenariat avec le MITT.

Pour obtenir des informations :

- la direction ou le conseiller de l'école,
- Marc Charrière, coordonnateur en programmation : marc.charriere@dsfm.mb.ca.

EMPLOIS ET AVIS

Postes à combler



Auxiliaire- Catégorie salariale 2
6,00 h/jr – contrat permanent

Angèle Comeau, directrice
École communautaire Réal Bérard
Tél. : 204 433 7706
Date limite : le 31 octobre 2017

Auxiliaire- Catégorie salariale 1 et 2
5,50 h/jr – contrat permanent et temporaire

Auxiliaire – Catégorie salariale 1 et 2
3,85 h/jr – contrat permanent et temporaire

Lise Poiron, directrice
École communautaire Gilbert-Rosset
Tél. : 204 379 2177
Date limite : le 31 octobre 2017

Enseignant(e) – 6e à la 8e année
Contrat temporaire 100 %

Trisha Dubé, directrice
École communautaire Saint-Georges
Tél. : 204 367-4224
Date limite : le 31 octobre 2017

Auxiliaire- Catégorie salariale 2
6,50 h/jr – contrat permanent

Dale Normandeau, directeur
Centre scolaire Léo-Rémillard
Tél. : 204 256-2831
Date limite : le 31 octobre 2017

Auxiliaire- Catégorie salariale 2
2,50 h/jr – contrat permanent

Nicole Nicolas, directrice
École Noël Ritchot
Tél. : 204 261-0380
Date limite : le 31 octobre 2017

Pour de plus amples renseignements :
www.dsfm.mb.ca

Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler **un poste permanent à temps plein:**

PRÉPOSÉ(E), COMPENSATION

au 205 boulevard Provencher à Winnipeg

Les responsabilités principales du (de la) préposé(e) sont de compléter toutes les tâches reliées à la compensation électronique sur une base quotidienne, contacter les membres concernant les chèques refusés et effectuer toutes autres tâches assignées.

Pour de plus amples renseignements:
www.caisse.biz/fr/carrieres/

Caisse
Groupe Financier

Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler **un poste permanent à temps plein:**

AGENT(E), SERVICES AUX MEMBRES

au centre de services à Notre-Dame-de-Lourdes

L'agent(e), services aux membres, est responsable d'un tiroir-caisse et accomplit une variété de tâches liées aux services financiers. Ses fonctions principales comprennent l'offre de service au comptoir des produits et services de la Caisse.

Pour de plus amples renseignements:
www.caisse.biz/fr/carrieres/





Nous avons à cœur ceux que l'on aime

DIRECTEUR(TRICE) GÉNÉRAL(E)

Le Chalet de La Broquerie, une résidence pour personnes âgées de 42 suites, est à la recherche d'un(e) directeur(trice) général(e). Ce poste inclut les responsabilités suivantes :

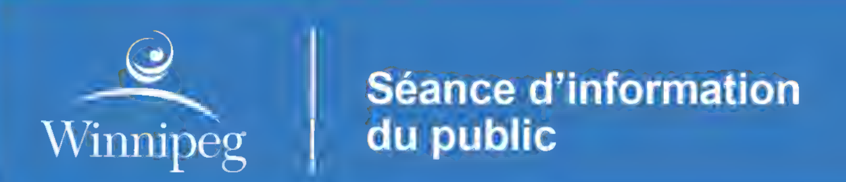
- les tâches administratives incluant l'accueil des visiteurs, la préparation des baux, la collecte des loyers;
- la tenue de livres dans le logiciel Sage, Simple Comptable, les conciliations bancaires et la préparation des rapports financiers mensuels;
- la préparation des ordres du jour et procès-verbaux pour les réunions du conseil d'administration;
- les communications avec les résidents, les fournisseurs de services et Logement Manitoba;
- superviseur des autres contractuels, soit la gérante de la cuisine, le gérant de l'entretien ménager et le gérant de la maintenance.

Le(la) candidat(e) doit être en mesure de fournir les services dans les deux langues officielles, avoir l'expérience de tenue de livres dans Sage, Simple Comptable et être très habile avec la suite de MS Office.

Toutes les personnes intéressées peuvent contacter la secrétaire du conseil d'administration Diane Désorcy au 204-424-5229 ou par courriel : deedesorcy@gmail.com.

La date limite pour postuler est le lundi 6 novembre 2017.

www.lechaletdelabroquerie.com



Stabilisation riveraine de la Seine au niveau de l'aqueduc de la branche 1

Le projet permettra de stabiliser la rive est de la rivière Seine, près de l'angle des rues Notre-Dame et Maisonneuve. La stabilisation de la rive est nécessaire pour protéger l'aqueduc de la branche 1 et assurer une alimentation en eau continue aux résidents et aux résidentes de Winnipeg. Veuillez vous joindre à nous lors d'une séance d'information publique pour vous renseigner sur :

- la solution conceptuelle et la restauration du site;
- les travaux et l'accès au quartier pendant les travaux;
- le calendrier du projet.

Date : le mercredi 8 novembre 2017
Heure : de 16 h à 19 h
Lieu : centre récréatif Notre-Dame – 271, avenue de la Cathédrale
Format : entrée libre



Pour plus de renseignements, rendez-nous visite en ligne à
winnipeg.ca/stabilisationdelaseine

Si vous avez des questions, ou si vous avez besoin de formats différents, de documents en français ou d'interprétation pour pouvoir participer, veuillez communiquer avec Mme Cheryl Dixon au 204-927-3444 ou à cdixon@scatliff.ca d'ici le 1er novembre 2017.

AVIS

Poids permis pour l'hiver en 2017-2018

Publication de l'ordonnance no 1

Chaque année, pendant l'hiver, la Province autorise un dépassement de la charge par essieu sur toutes les routes provinciales et un dépassement du poids total en charge des véhicules sur certaines routes provinciales.

La période des poids permis pour l'hiver s'étendra du 21 décembre 2017 au 20 février 2018 dans la zone 1, du 12 décembre 2017 au 20 février 2018 dans la zone 2, et du 1er décembre 2017 au 25 février 2018 dans la zone 3. Selon les conditions météorologiques, la période de poids permis pour l'hiver pourrait toutefois commencer plus tôt ou se terminer plus tard.

Pour en savoir plus et pour vous tenir au courant des poids permis pour l'hiver, veuillez consulter les sources suivantes :

- http://www.gov.mb.ca/mit/wsw/index.fr.html
- la Division des transports routiers, au 204 945-3961, au 204- 945-3890 ou, sans frais, au 1 877 812-0009
- les bureaux régionaux du ministère de l'Infrastructure et les postes de pesée
- la ligne de Renseignements sur l'état des routes (composer le 511, appel gratuit)



PETITES ANNONCES

À VENDRE

UNE MAISON UNIFAMILIALE de 4 chambres à coucher au cœur de Saint-Boniface avec grande cuisine, salle à dîner, salon, salle de jeux, 1,5 salle de bain. À proximité du Parc Provencher, 5 centres préscolaires, 5 écoles, jardin communautaire, 5 minutes de l'USB. Travaux d'électricité, plomberie (2016); fournaise, chauffe-eau et air climatisé (octobre 2016), isolant (2015) peinture intérieure (2017). Prix demandé : 279 900 $ (prix réduit). Composez le 204-296-0292. **394-**

Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

SPORT

Winnipeg veut accueillir une équipe professionnelle de soccer

« On n'est pas au niveau »

Candidate à l'accueil d'une franchise professionnelle de soccer, Winnipeg pourrait rapidement faire basculer son ballon rond dans une nouvelle dimension. Une perspective réjouissante pour les acteurs locaux de ce sport, conscients du long chemin qui leur reste à parcourir.



presse1@la-liberte.mb.ca

2018 s'annonce comme une année charnière pour le soccer au Manitoba. À Winnipeg, l'arrivée d'un premier club professionnel paraît imminente. Un dossier piloté par le Winnipeg Football Club, qui souhaiterait intégrer cette équipe à la Première Ligue Canadienne, futur championnat national de soccer. Annoncé en mai dernier, et attendu pour 2018, ce dernier regrouperait les clubs d'une dizaine de villes, dont les candidatures sont encore à l'étude.

De bon augure pour les acteurs du ballon rond au Manitoba, dont fait partie Justin Légaré, entraîneur de soccer des Rouges de l'Université de Saint-Boniface (USB) et codirigeant de la RDT Mini Soccer League.

« Ça fait longtemps que j'entends des rumeurs à ce sujet. Je vois ça comme une grande étape pour le soccer au Manitoba. Je pense que ça ne peut que permettre à la province d'améliorer son niveau. Pour moi, c'est un sport qui a vraiment sa place ici, on l'a vu pendant les Jeux du Canada ou lors de la dernière Coupe du Monde féminine qui avait rempli l'Investors Group Field. »

Mais au-delà de l'engouement candide suscité, l'entraîneur de l'USB prend conscience de l'ampleur de la tâche sous-jacente. « Il va vraiment falloir mettre notre formation au niveau. » Car à l'ombre du hockey, du football ou du baseball, tous trois ancrés dans l'identité sportive canadienne, le soccer peine à trouver sa place.

« Le soccer n'est pas dans notre culture. Les parents n'allouent pas assez de temps à leurs enfants pour la pratique de ce sport, alors qu'il en faudrait beaucoup plus pour l'apprentissage des fondamentaux et de la technique. »

Un avis partagé par Patrick Di Stefani, ancien joueur et entraîneur d'équipes professionnelles en Europe, qui a créé en 2003 à Winnipeg l'académie de soccer « Focus 9 ». Il dresse un constat sans équivoque.

« Ici le soccer c'est un jeu de parc. On n'est pas au niveau sur la formation des jeunes. Contrairement à d'autres sports comme le hockey, on travaille très mal avec les joueurs de 6 à 12 ans. Il faut retourner aux bases. Je ne jette pas la pierre aux parents qui prennent en charge les équipes par exemple, mais c'est mon analyse. »

Chargé chaque année de la formation de 200 à 250 jeunes de 11 à 18 ans, l'entraîneur de 52 ans voit d'un bon œil l'arrivée de ce championnat de haut niveau.

> **« Ici le soccer c'est un jeu de parc »**

« Cette nouvelle ligue va permettre deux choses. Mettre la pression sur les clubs locaux pour rehausser leur niveau de formation. Et voir s'il y a des joueurs capables de jouer au haut niveau. » Une belle opportunité pour eux, même si comme pour d'autres sports professionnels, les places dans l'équipe première vaudront très cher. « C'est une chance pour les joueurs d'ici, mais comme avec les Bombers et les Jets, ils vont devoir être très forts pour s'imposer. »

Pour élever le niveau de formation, Patrick Di Stefani appelle à une complète remise en question du système en place.

« S'ils veulent réussir, il va falloir chercher des gens qui ont des compétences au niveau professionnel. Il faut faire une réforme au niveau des clubs et de la compétition. Aller en Belgique, aux Pays-Bas, en France, pour aller voir comment ils travaillent. Oser dire qu'on ne travaille pas assez bien, et que maintenant on va faire ce qu'il faut. »

Une rude réalité à laquelle Justin Légaré s'est confronté il y a deux ans, en visitant les centres de formation de clubs professionnels espagnols. Ce qui se fait de mieux au monde.

« J'ai visité le centre de formation du Real Madrid, de l'Atlético Madrid et d'autres clubs de la région de Madrid. Ça m'a vraiment ouvert les yeux sur le fait que le Manitoba a besoin de vrais centres de formation et d'y impliquer les bonnes personnes. Ici malheureusement, c'est un peu le concours de celui qui aura le plus grand nombre de jeunes, au détriment de la qualité du travail. »

À la lumière de son expérience du haut niveau, Patrick Di Stefani pointe du doigt cette formation défaillante des entraîneurs canadiens. « En Europe, pour avoir le diplôme d'entraîneur UEFA B (le troisième grade d'entraîneur en Europe, ndlr), c'est trois ans de formation avec l'obligation d'entraîner une équipe. Ici, il faut une semaine pour avoir son équivalence, le B national. Tout est dit. »

Aussi dur soit-il, le constat ne démotive pas pour autant Justin Légaré qui souhaite passer son diplôme B provincial, avant de le valider au niveau national.

« Il y a du nettoyage à faire c'est sûr, mais il y a d'excellents entraîneurs au Manitoba, qui ont l'amour du jeu, et qui peuvent partager leurs connaissances. On a même créé un petit club de coach qui se rassemble chaque mois. Mais je pense que ce qui nous manque, c'est la cohésion. »

Une première étape à franchir pour répondre aux exigences d'un sport en voie de professionnalisation.



Ancien entraîneur de clubs professionnels en Europe, Patrick Di Stefani pointe du doigt des carences du soccer au Manitoba.

photo : Léo Gautret

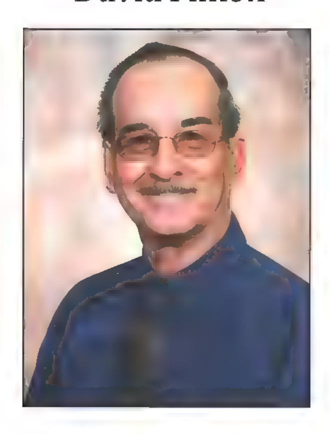


À la tête de la section soccer des Rouges de l'Université de Saint-Boniface, Justin Légaré espère que le Manitoba saura repenser sa formation.

photo : Gracieuseté de l'Université de Saint-Boniface

NÉCROLOGIE

David Fillion



Doucement dans la paix et le confort, David Fillion est décédé le 15 octobre 2017, à la Villa Youville, Sainte-Anne, à l'âge de 78 ans.

David, fils de Théophile & Marie-Ange (Dionne) Fillion, est né à Letellier le 6 janvier 1939 en la fête des Rois. Il laisse dans le deuil sa chère épouse de 58 ans, Jeannette (Carrière), ses six enfants, Marie-Madeleine et Greg Payment, l'abbé Charles, curé de Notre-Dame-de-Lorette, Eugène et Lynn (Melnic), Dominique et Louise (Gervais), Annette et Glenn Massey, et Brigitte; 16 petits-enfants, René, Louise, Gilbert, Chantal, Eric, Roxanne, Lianne, Nicholas, André, Marinna, Stéphane, Annie, Caroline, Élise, Keith, Ryan et cinq arrière-petits-enfants, David, Matthew, Ethan, Miguel, Sophie.

David laisse également dans le deuil deux frères, Origène et Marie-Lourdes (Robin), Alphonse et Yolande (Boulet), trois sœurs, Brigitte er André Robin, Sr Marie-Antoinette, pssf, de Sherbrooke, et Yvette Gaudet, ainsi que de nombreux neveux et nièces.

David est précédé par ses parents Théophile et Marie-Ange, ses frères Mathias, Georges, Jacques-Émile, Hilaire, ses sœurs Priscille et deux en bas âge, beaux-frères Gérard Rioux, Henri Gaudet, belle-sœur Léonie Fillion.

La famille désire exprimer sa profonde gratitude à Sr Irène Rioux et Sr Céline Vermette ainsi qu'à la direction et au personnel de la Villa Youville à Sainte-Anne pour les soins et la compassion qui lui ont été prodigués durant ces deux ans.

Une veillée de prière pour David Fillion a eu lieu au Salon mortuaire Desjardins (357, rue Des Meurons) le dimanche 22 octobre à 14 h. La messe des funérailles, précédée du visionnement à 10 h et éloge, a été présidée par Mgr Albert LeGatt, Archevêque de Saint-Boniface, le lundi 23 octobre à 10 h 30, en la Cathédrale de Saint-Boniface. Après la réception, l'inhumation aura lieu au cimetière Green Acres.

DESJARDINS

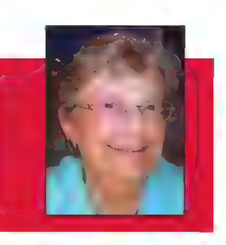
204-233-4949

1-888-233-4949

www.desjardinsfuneralchapel.ca



La famille Laurencelle désire témoigner sa profonde gratitude pour les prières, les messes, les mots d'encouragement et autres témoignages de condoléances reçus de la parenté et des amis d'Yvette et de notre famille. Le tout fut très apprécié. Merci!



CHRONIQUE RELIGIEUSE

GILBERTE PROTEAU

Un message d'amour

Cette semaine, je vous soumets un très beau texte de Raoul Follereau, écrivain et journaliste français, créateur de la Journée mondiale de lutte contre la lèpre et fondateur de la Fondation Raoul-Follereau, qui lutte contre la lèpre et la pauvreté et promeut l'accès à l'éducation. (1) Né en 1903, en France, Follereau est décédé à Paris en 1977. Dès l'âge de 15 ans, il prononça un premier discours public, dans lequel il exprima cette devise qu'il mit en pratique toute sa vie : « Vivre, c'est aider les autres à vivre [...] être heureux, c'est faire des heureux ».

Follereau ne connaissait rien de la lèpre. C'est probablement lors d'un voyage comme journaliste en Afrique qu'il rencontre des lépreux pour la première fois. Il apprend que ces personnes sont des laissés-pour-compte dans toutes les sociétés où sévit la lèpre. Il décide alors de s'occuper de leur cause, à laquelle il consacre le reste de sa vie.

Il n'y avait alors aucun traitement médical pour la lèpre. Exclus de toutes les sociétés, les lépreux étaient abandonnés du monde médical. En 1942, Follereau apprend que les religieuses de Notre-Dame des Apôtres veulent bâtir un village pour lépreux, en Côte d'Ivoire. Il se charge alors de collecter les fonds nécessaires à la construction du village. Pendant dix ans, accompagné de deux sœurs, il parcourt les pays francophones en Europe, au Maghreb, au Liban, au Canada, en donnant 1 200 conférences. (2) Sa première conférence eut lieu en 1943. Il a travaillé pour la cause des lépreux jusqu'à sa mort.

Raoul Follereau était un chrétien authentique, engagé dans sa société et son Église. Homme aux mille talents, soutenu par une énergie peu commune, il a eu une vie hors de l'ordinaire. Ce texte, écrit bien avant 1977, fait écho à notre monde plein de violence, de guerres, de famines, d'expatriés...

Lisez, et rendez grâce pour cet homme si remarquable...(3)

Un message d'amour

Dans un monde qui s'en va en titubant entre les gaspillages insultants et les famines désespérées, entre les ventres creux et les ventres pourris, c'est à nous, les chrétiens, de défendre et de proclamer l'amour.

L'injustice, le fanatisme, l'égoïsme : voilà nos ennemis

Vincent de Paul, Schweitzer, Henri Dunant (fondateur de la Croix rouge) : voilà nos généraux

Gandhi, Martin Luther King, Maximilien Colbe (4) : voilà nos héros

Et nos victoires ne seront point des millions de vies fauchées, mais des millions de vies sauvées.

Des démissions de notre temps naît la mission de votre vie.

Soyez des semeurs d'amour. Rendez-le contagieux, radioactif. Organisez l'épidémie du bien et qu'elle contamine le monde!

Les moissons ne lèveront pas au rythme de vos espérances?

Qu'importe, l'essentiel n'est pas ce qu'on récolte, mais ce qu'on sème.

Les épreuves surgiront qui monteront à l'assaut de votre courage?

Si elles vous atteignent, c'est que vous n'avez pas regardé assez haut.

Souvenez-vous [...] de ce mot d'ordre que je m'efforce de graver en lettres de feu dans toutes les consciences [...] :

Tant qu'il y aura sur la terre un innocent qui aura faim, qui aura froid, ou qui sera persécuté,

tant qu'il y aura sur la terre une famine évitable ou une prison arbitraire,

le grand message d'amour du Christ ne sera pas accompli,

la Chrétienté ne pourra pas ralentir sa marche,

et ni vous ni moi n'avons le droit de nous taire ni de nous reposer.

Alors, faisons ensemble cette prière :

Seigneur, donnez-nous l'angoisse de la misère universelle.

Seigneur, faites-nous sentir la souffrance des autres.

Seigneur, ne permettrez pas que nous soyons heureux tout seuls.

Raoul Follereau

(1) https://fr.wikipedia.org/wiki/Raoul_Follereau
(2) https://fr.wikipedia.org/wiki/Raoul_Follereau
(3) https://www.raoul-follereau.org/images/PDF/cp6decembre2014.pdf
(4) https://fr.wikipedia.org/wiki/Maximilien_Kolbe

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

COMMUNAUTAIRE

La Banque alimentaire Taché relève le défi d'une population en croissance

« On pourra aider plus de familles »

La Banque alimentaire Taché desservait sept familles en 2003. Cette année, l'organisme en appuie 31, soit environ 50 adultes et 80 enfants. Pas étonnant que ses bénévoles soient heureux d'emménager dans des locaux deux fois plus spacieux.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

La Banque alimentaire Taché emménage dans les anciens bureaux de la Municipalité rurale de Taché, situés au 1 294, chemin Dawson à Lorette.

Pour la dizaine de bénévoles qui y travaillent, notamment la coordonnatrice, Irene Bialek, le temps était des plus propices.

« Nous passons d'un local de 480 pieds carrés à un espace de 660 pieds carrés. Nous pourrons entreposer beaucoup plus d'aliments. Et nous aurons l'espace pour préparer des trousses alimentaires qui contiennent le nécessaire pour aider nos familles à préparer des repas individuels. Avant tout, on pourra aider plus de familles. »

La Banque alimentaire Taché, qui dessert toutes les communautés de la Municipalité rurale de Taché, a été établie à Lorette en 2003. Irene Bialek raconte la création de ce service essentiel aux familles dans le besoin :

« Cela faisait depuis 1990 que notre groupe de bénévoles préparait des paniers de Noël. Au fil des années, on s'est rendu compte que de plus en plus de familles avaient besoin d'aide à l'année longue. Une banque alimentaire était nécessaire. Surtout que la région a connu une croissance démographique extraordinaire. »

En effet, en 2006, la municipalité comptait 9 083 habitants et 2 972 logements privés. En 2016, la population était de 11 568. Les logements privés se chiffraient à 3 769.

Selon la coordonnatrice, la clientèle est surtout composée de familles en crise. « Les crises sont de relativement courte durée, de quelques mois à un an gros maximum, mais elles sont traumatisantes. La plupart du temps, les familles s'inscrivent à la banque alimentaire lorsqu'un des parents perd son emploi. Nous avons aussi des familles monoparentales. Le chômage quand on est le seul gagne-pain de sa famille, c'est un défi énorme.

« D'autres familles vivent une séparation du couple. En attendant que la situation légale et financière se règle, parfois une mère ou un père est obligé d'avoir recours à notre service. »

Selon Irene Bialek, le conseil municipal reconnaît l'importance du travail de la Banque alimentaire Taché. « L'eau, le chauffage et l'électricité ainsi que notre loyer sont payés par la Municipalité. Ça, et les frais pour l'installation d'un nouveau plancher de linoleum. C'est un appui extraordinaire qui nous permet de dépenser tous les dons d'argent que nous recevons pour les aliments. » (1)



Irene Bialek, la coordonnatrice de la Banque alimentaire Taché : « La région a connu une croissance démographique extraordinaire. Une banque alimentaire est nécessaire. »

photo : Marta Guerrero


Iris Swiderski et Bob Joutant, deux bénévoles de la Banque alimentaireTaché, préparent des trousses alimentaires pour la trentaine de familles inscrites.

photo : Marta Guerrero

La banque alimentaire partagera les anciens bureaux municipaux avec Thrifty Treasures, friperie et organisme à but non lucratif. « Nous recevons des dons de vêtements et autres objets du public », explique Irene Bialek, qui est également secrétaire au conseil d'administration de Thrifty Treasures. « Les profits du magasin d'articles de seconde main sont dépensés pour aider les familles de la communauté. »

(1) Pour faire un don à la Banque alimentaire Taché, veuillez contacter Irene Bialek au 204-878-3562.

À VOTRE SERVICE



MOT DE LA PRÉSIDENCE ET DE LA DIRECTION

« La Gaillardise, c'est une journée pour avoir du *fun*! Nous en sommes à la 32e édition et lorsque ce rassemblement a été créé, c'était avant tout pour sortir les jeunes de l'école et favoriser un contexte de vie en français. L'objectif reste d'avoir du plaisir, même si nous sommes rassemblés ici parce que nous sommes francophones. La Gaillardise, ça permet aux jeunes d'être francophones entre eux, que ce soit leur 1re ou leur 4e langue! »

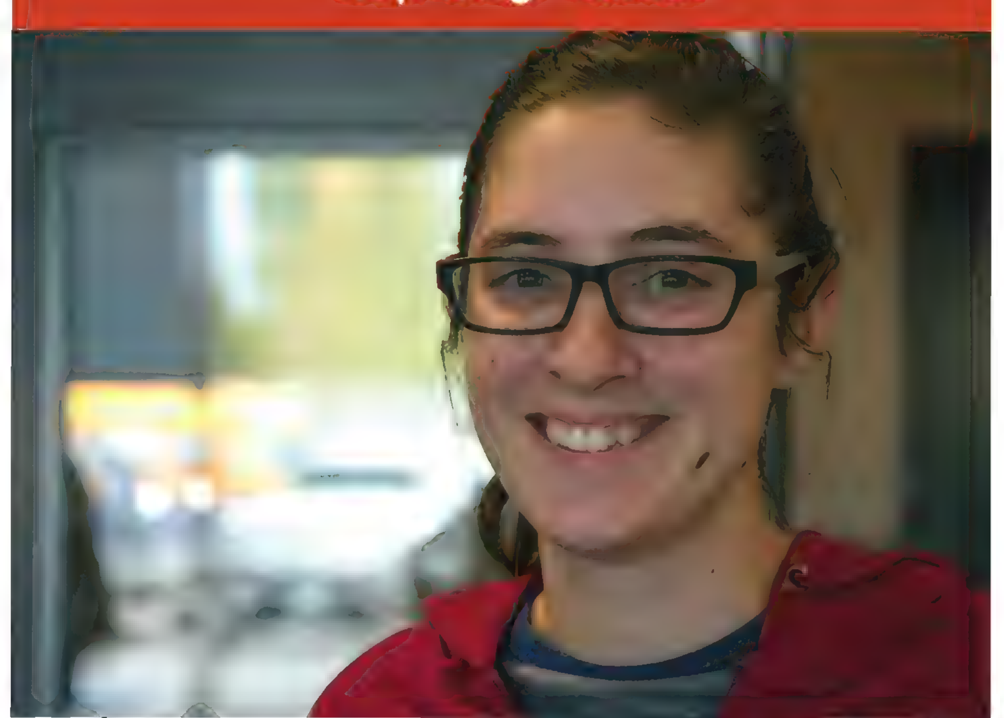
Roxane Dupuis,
Directrice générale du CJP

« Ce genre de rassemblement est important pour les jeunes, car tous n'ont pas la chance de parler en français quotidiennement ou en dehors de l'école. C'est important, parce qu'une fois par an, ils ont un réel plaisir à parler en français. Pour certains, c'est peut-être la première fois qu'ils jouent au soccer en français ou qu'ils écoutent de la musique *live* en français. Et c'est important pour nous que ce soit en dehors des murs de l'école. Mais, ici, le français, c'est le moyen. Pas le but ultime de l'évènement! »

Derrek Bentley,
Président du CA du CJP
depuis septembre 2016

« Nous, on aime montrer notre communauté aux autres »

- Stéphany Halikas



L'école hôte de cette 32e édition de la Gaillardise n'a pas failli à son rôle. Les élèves des huit autres écoles reçues par Saint-Joachim ne semblaient pas déçus de ce déplacement au rural.

Ce 27 septembre, la Broquerie signait sa seconde et dernière édition de la Gaillardise et c'est l'École Saint-Joachim qui faisait figure d'école hôte pour cette 38e édition. Sans déroger à la règle, elle accueillait les élèves de 8 autres écoles du territoire pour ce grand rassemblement estudiantin. Plusieurs centaines d'entre eux, de la 9e à la 12e année, avaient fait le déplacement jusqu'à cette municipalité, située à 1 heure de route de la ville de Winnipeg.

Stéphany Halikas, enseignante à Saint-Joachim et contact du Conseil jeunesse provincial pour cet événement, explique l'engouement qu'insuffle la Gaillardise. « C'est une occasion pour les élèves de se rencontrer entre eux, même si cette fois, c'est loin de la ville! Ils peuvent faire des activités en dehors du cadre scolaire », situe la jeune femme. Si elle est évidemment bénévole, certains, plus jeunes, se sont empressés à l'être également. 50 personnes en tout pour faire fonctionner la mécanique bien huilée de la Gaillardise : une vingtaine d'activités, un dîner, des concerts.

« Je commence à m'organiser dès septembre », assure Stéphany Halikas. Et de reprendre : « On a toujours hâte d'être là du début à la fin! Nous, on aime montrer notre communauté aux autres. Et ici, il y en a toujours pour tous les goûts ».

UNE TRADITION QUI NE SE MANQUERAIT POUR RIEN AU MONDE!

C'est avec 75 élèves de la 9e à la 12e année que Colette Rozière est venue profiter de la journée de la Gaillardise. L'enseignante de français et de géographie au Collège Churchill n'est pas peu fière de cette initiative, puisqu'elle en est en partie à l'origine. « Notre implication avec le rassemblement du CJP remonte à une quinzaine d'années, explique Colette Rozière. On se retrouve avec les écoles francophones à d'autres évènements comme le Festival théâtre jeunesse ou bien le Festival du Voyageur, alors pourquoi pas également participer à un rassemblement francophone? On a alors mis ça sur pied, et je suis très fière de savoir que cela se poursuit toujours aujourd'hui. »

En effet, un tel rassemblement, c'est une des rares occasions où les élèves et enseignants des écoles d'immersion peuvent partager, découvrir, s'amuser en compagnie de la division scolaire francophone. « J'aime beaucoup cette idée car on peut retrouver lors de cette journée nos collègues d'autres écoles d'immersion, mais également des écoles secondaires francophones. Même si nos façons d'enseigner sont différentes, notre but reste le même : partager la langue et la culture francophone. »

Cette activité permet aussi aux jeunes de pratiquer la langue dans un environnement différent de celui de l'école. C'est un très bon exercice. « Les jeunes adorent parce que cela leur permet de découvrir du nouveau vocabulaire et aussi de s'exercer, se réjouit Colette Rozière. Parfois, ils sont gênés avec leur français oral, mais je trouve qu'ils le sont de moins en moins et très vite, ils réalisent qu'il n'y a pas de gêne à avoir. C'est encourageant pour eux. »

La Gaillardise est de plus en plus populaire et chère aux yeux des élèves du Collège Churchill. Pas question de manquer l'évènement! « Les élèves adorent les ateliers! Et comme on connaît le groupe qui donnera le concert à l'avance, on leur fait découvrir la musique en amont. C'est merveilleux de réunir autant de jeunes pour manger et s'amuser ensemble. Cela leur fait de très beaux souvenirs! »

« Même si nos façons d'enseigner sont différentes, notre but reste le même : partager la langue et la culture francophone »

- Colette Rozière



« ON SE FAIT PORTE-DRAPEAU DE LA MUSIQUE FRANCOPHONE »

C'était un rendez-vous attendu. Après avoir animé un atelier, le groupe québécois Automat se produisait à la Gaillardise. L'occasion pour ces quatre copains d'adolescence de revenir sur leur première impression du Manitoba.

Il y a quelques heures à peine, ils débarquaient de Québec, où ils ont l'habitude de se produire. « Ces paysages en survolant le Manitoba, c'était vraiment magnifique. Même si on s'attendait à voir des ours! », glisse Mathieu Bouchard, membre historique du groupe Automat, qui montait sur scène ce 27 septembre, à l'occasion de la Gaillardise. Avec lui, les autres éléments du cocktail réussi de ce groupe francophone - Maxime Chouinard, Samuel Paquin et Dave Vézina – ont animé un atelier musique et une entrevue à destination des élèves.

« Avez-vous déjà joué devant une salle vide? », les questionne-t-on. Rompu au jeu des questions-réponses, Maxime Chouinard – le bassiste - tempère : « C'est arrivé à tous les groupes de jouer devant une salle vide. Mais que ce soit devant 10 ou 500 personnes, il faut que l'énergie que tu donnes soit la même ». Concernant leurs inspirations, si elles sont anglophones – « Green Day, les Beatles ou encore Coldplay » - leurs compositions, elles, sont belles et bien francophones. « On se fait porte-drapeau de la musique francophone, reprend Mathieu Bouchard. Aujourd'hui, on a senti un réel intérêt de la part des jeunes. Nous avions déjà joué en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick, dans de petits villages et à travers tout le Canada. C'est comme ça qu'on peut savoir notre réalité ».

Une volonté de chanter en français qui paye. En janvier 2017, et après avoir sorti son album Pandora, les trois premiers extraits radios du groupe s'étaient déjà hissés au premier rang du Top 100 Correspondant.

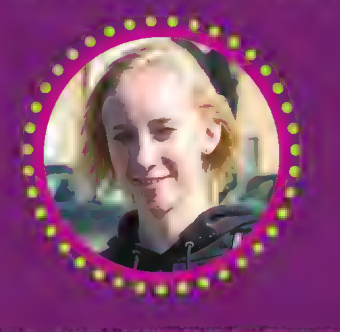








TÉMOIGNAGES



« Aujourd'hui j'ai choisi le ballon chasseur et la danse. Je voulais vraiment rencontrer d'autres jeunes originaires d'autres écoles et m'amuser! C'est sûr, je serais prête à le refaire »

Alexus Braconnier,
élève en 9e année
au Centre scolaire Léo-Rémillard

« C'était ma première fois à la Gaillardise! J'ai fait de la poutine et c'était vraiment bon! J'ai eu la chance de faire ça avec mes amis, mais aussi avec différentes personnes de différentes écoles. J'ai aimé la diversité des activités »

Georgia Wilson,
élève en 10e année
à l'École Secondaire Oak Park

« C'est ma première Gaillardise, et j'ai vraiment trouvé que c'était le *fun*! J'aime l'ensemble des activités, mais aussi le fait de voir le monde interagir, d'avoir le temps de parler avec tout le monde. Même s'il faisait froid, j'ai adoré faire l'activité henné! J'ai pu dessiner ce que j'avais en tête, ce dont j'avais envie »

Vanesse Klem,
élève en 9e année
à l'École Saint-Joachim

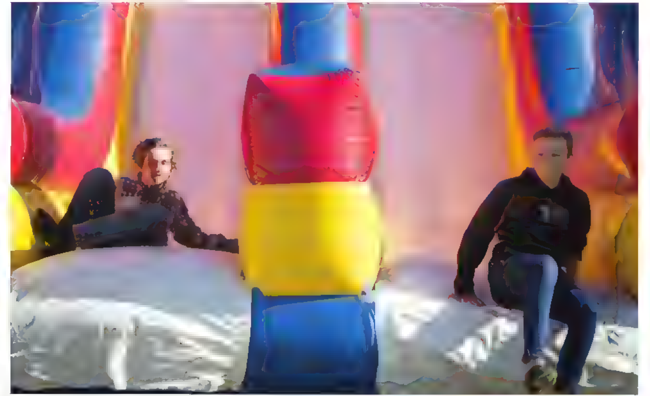
« Je viens à la Gaillardise tous les ans depuis ma 9e année. J'aime venir ici, c'est vraiment le *fun*. J'ai fait l'activité « Poutine 25 façons » et « Ballon Chasseur ». C'est bon de venir, car c'est l'esprit de l'école qu'on met en avant en venant pratiquer le français ici »

Cassie Nazeravich,
élève en 12e année
au Collège Béliveau

« Ici? C'est ma première fois! C'e
parce que les activités sont bien p
J'ai choisi le basketball et le h
c'était pas mal amusant. Les ani
ont fait une bonne job, c'était
Mais je vois qu'on est en train d
des châteaux gonflables là-b
pourrait battre les activités d'aujou

Mason
élève en
à l'École Saint-







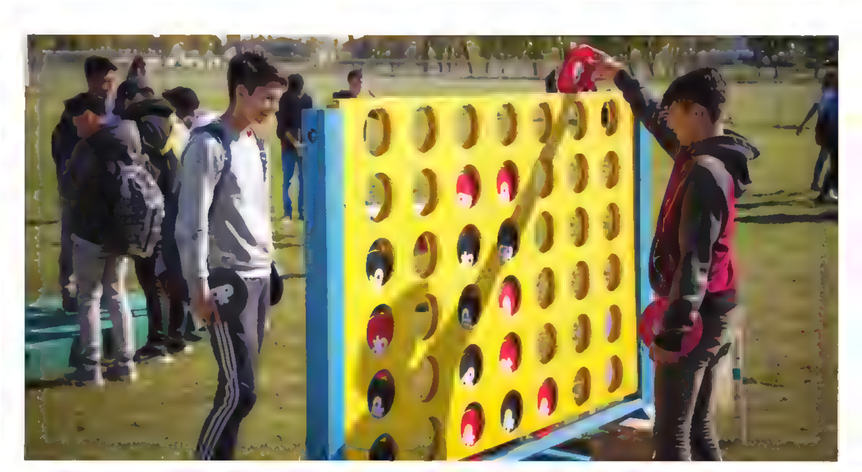
























C'est le *fun*
préparées.
hockey et
nimateurs
t préparé.
d'installer
-bas : ça
ourd'hui! »

n Hartung,
n 9e année
nt-Joachim

« J'ai adoré cette journée! J'ai pu faire de l'art aérosol et l'activité henné et j'ai aimé ça! Je suis surprise du choix des activités! D'habitude, avec l'école, on fait plutôt du sport lors de ces évènements. Et là, c'était original »

Hayden Ginter,
élève en 9e année
à l'Institut Collegial St. Pierre

« C'est ma troisième édition de la Gaillardise. J'ai beaucoup aimé écouter le groupe Automat, ils étaient fantastiques! C'était une opportunité unique d'entendre un nouveau groupe de musique. Ça nous permet d'être fier d'être francophone. C'est pour ça que c'est important pour moi de venir à ce genre d'évènements »

Abbey Smith,
élève en 12e année
au Collège Jeanne-Sauvé

« La Gaillardise, pour moi, c'est une grande première. C'était amusant. J'ai pu faire la connaissance de nouveaux amis pendant les ateliers « Basketball » et « Sushi Bonbon » que j'ai choisi, car j'aime le sport et les friandises. J'ai aimé être capable de jouer avec mes amis sans pour autant être à l'école. J'espère revenir! »

Nelson Dieuhou,
élève en 9e année
Centre scolaire Léo-Rémillard

« Ce qui est bon avec Canada 150, c'est que ça nous permet de célébrer nos succès des 150 dernières années, mais aussi de penser à l'avenir pour s'assurer qu'on ne reproduira pas les mêmes erreurs.

Pour les jeunes, penser à ce futur, c'est important. La présence de Canada 150 à la Gaillardise nous a permis cette réflexion, même si ce n'était pas le but de l'évènement. Ça permet aux jeunes de se demander : « Eh, qu'est-ce que nous nous allons faire pour les 150 prochaines années? ».

Derrek Bentley,
Président du CJP



CANADA 150
1867-2017

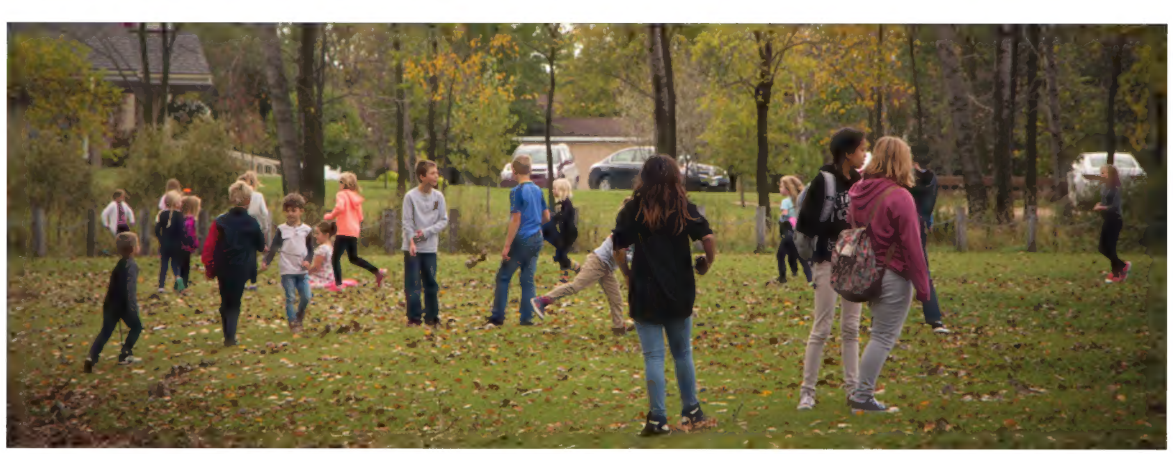














Chiens de prairie

« C'EST COMME SI ON JOUAIT DANS NOTRE SOUS-SOL »

À peine cinq mois que le groupe s'est formé. Et pourtant, les cinq garçons – âgés de 14 à 18 ans - de Chiens de prairie n'en sont pas à leur première représentation.

« Tout le monde voulait prendre des photos avec nous, c'était fou! », s'émerveille Alexandre Tétrault, encore tout extasié du concert qu'il vient de donner. Avec 4 autres membres – Cabrel Brémault, Jérémy Aminot, Nicolas Dubois et Théo Delaquis -, ils forment le groupe Chiens de prairie constitué depuis tout juste cinq mois. C'était à l'occasion des Jeux de la Francophonie qu'ils s'accordaient pour la toute première fois.

Ce 27 septembre, les cinq gars n'en étaient donc pas à leur coup d'essai. Pas nerveux pour un sou, même lorsque la basse n'a pas voulu donner de la voix durant les deux premiers morceaux. Ils relativisent. « Une fois qu'on est sur scène, c'est comme si on jouait dans notre sous-sol. Le stress s'envole », assure Cabrel, 17 ans, finissant de l'école Saint-Joachim.

« Pourquoi on est là aujourd'hui? Oui, on a reçu un petit cachet. Mais si ça avait été à titre bénévole, on l'aurait fait. On ferait n'importe quoi pour le CJP! Ce sont eux qui nous ont aidés à nos débuts », reprend Alexandre Tétrault, le violoneux du groupe. Si le quintette s'est toujours vu soutenu par le CJP et s'exprime avant tout en français sur scène comme à la vie, c'est pour une seule raison. Que le violoniste résume ainsi : « Nous ne voyons par le français comme une langue ou une culture. Il n'y a qu'à regarder nos derniers noms. Le français, pour nous, c'est notre identité ».

PLUS D'UNE VINGTAINE D'ACTIVITÉS – DE LA PHOTOGRAPHIE À LA RADIO SCOLAIRE, EN PASSANT PAR LA SLACKLINE ET LES JEUX VOYAGEURS – ÉTAIENT PROPOSÉS AUX ÉLÈVES POUR CETTE 38E ÉDITION DE LA GAILLARDISE. PETIT TOUR D'HORIZON AVEC QUATRE DES ANIMATEURS.



« La Gaillardise, c'est un avant tout un rassemblement étudiant »

- Huguette Vallée, Atelier Beignes

L'odeur flotte encore dans les couloirs. Du laboratoire de chimie de l'école Saint-Joachim s'échappe une poignée d'étudiants, sac de conservation à la main et sourire aux lèvres. Tous sortent de l'atelier Beignes, tenu par Huguette Vallée, cuisinière de formation. Sur les tables, des moules, des *sprinkles* et la fameuse réalisation : des douceurs aussi appétissantes d'apparence que de goût. « Nous avons réalisé plus de 100 beignes aujourd'hui sur les deux heures de l'atelier, situe Huguette Vallée, vêtue de son attirail de pâtissière. 24 élèves sont venus participer à l'activité. Ils ont vraiment bien réussi et il n'y a eu aucun raté! », pétille-t-elle. Pour la jeune femme, être bénévole ce 27 septembre, c'était une évidence. Elle explique : « La Gaillardise, c'est avant tout un rassemblement étudiant. Quand Chantal m'a contactée, j'aurai dit oui à n'importe quoi! C'est important car, moi aussi, j'ai eu la chance de prendre part à l'Affaire Farouche! »



« Les jeunes sont sources d'inspiration »

- Rachelle Roque, Atelier Tableau de vision

Chacun a choisi un des mots listés sur le tableau blanc : hobbies, voyage, sport, rêves. De cette salle de classe, Rachelle Roque a fait le théâtre d'un atelier tout particulier : celui de Tableau de vision. « Le concept est assez simple. On choisit un thème qui correspond à ce qu'on aimerait attirer dans sa vie. Au début, on travaille sur des mots qu'on découpe dans des magazines. Après, on essaye d'illustrer ces mots », révèle la jeune femme. Autour d'elle, des feuilles de scrapbooking, des papiers découpés, des photos de famille. Et, surtout, quelques jeunes ravis. « J'avais peur qu'ils trouvent ça ridicule, car c'était la première fois que je réalisais cette activité avec des adolescents. Mais ils ont adoré! Beaucoup d'entre eux nous ont offert des beaux témoignages, certains d'entre eux veulent déjà explorer le monde. Les jeunes sont source d'inspiration », reprend cette enseignante de formation. Même si la véracité scientifique de ces créations n'a jamais été démontrée, il n'a pas fallu plus à Rachelle Roque que sa propre expérience pour proposer cette activité au CJP. Elle l'assure : « Si on pense positif, on attire du positif dans sa vie, non? »



« Tout le monde peut être photographe »

- Stéphanie Fontaine, Atelier Photographie

Sur le terrain de soccer et dans les rues, de petits groupes, téléphone intelligent à la main, arpentent La Broquerie. Des photographes d'un jour encouragés par Stéphanie Fontaine, gérante de l'atelier photographie. « C'est la première fois que j'anime à la Gaillardise. J'ai eu la chance de venir à plusieurs rencontres du Conseil jeunesse provincial et de siéger sur le conseil d'administration. Ça me tenait à cœur d'être là pour encadrer les jeunes », affirme cette assistante administrative au World Trade Centre Winnipeg. Et de reprendre : « Tout le monde peut être photographe. Il suffit de connaître quelques trucs, comme la règle des tiers et de choisir son sujet : portraits, paysages ou scènes urbaines. Ça s'apprend », témoigne Stéphanie Fontaine. « C'est beaucoup plus facile maintenant. On a tous une caméra attachée à notre téléphone! Prendre de bonnes photos, ça prend de bonnes bases. Et venir ici pour les jeunes, comme pour moi, c'est définitivement une belle expérience ».



« Être animateur, c'est redonner à la communauté »

- Daniel Girard, Atelier Jeux Voyageurs

Dans la foule, difficile de le rater, entre son chapeau et sa tenue d'époque. Sur sa pancarte, en lettres capitales : Jeux Voyageurs. Un atelier que Daniel Girard, coordinateur adjoint au Centre culturel franco-manitobain, tenait à organiser cette année. « Cela fait plusieurs années que je suis animateur. J'ai présenté la jambette, la lutte, mais aussi des jeux traditionnels en faisant un mélange avec des disciplines plus contemporaines », indique-t-il. Pas moins de 50 étudiants ont tenu à assister à l'activité, après s'être inscrit au préalable sur le site du Conseil jeunesse provincial. « Pour ceux qui s'investissent vraiment, c'est une expérience. J'ai eu beaucoup de plaisir à organiser ces jeux. Être animateur, c'est redonner à la communauté puisque je me rappelle moi aussi avoir assisté aux rassemblements du CJP. Et c'est aussi une pause après la rentrée, une façon d'oublier le stress pour une journée et c'est surtout une chance de se rencontrer! ».





Le Conseil jeunesse provincial aimerait remercier les jeunes venus des quatre coins de la province pour célébrer avec nous la

GAILLARDISE *à la brise*

Centre scolaire Léo-Rémillard - Collège Béliveau - Collège Churchill - Collège Jeanne-Sauvé - Collège Sturgeon-Heights - École Saint-Joachim - École secondaire Kelvin - École secondaire Oak Park - Institut collégial Saint-Pierre

Merci à nos commanditaires

























